

LES RAPPORTS DU GRIP



**DÉPENSES MILITAIRES
ET
TRANSFERTS D'ARMEMENTS
CONVENTIONNELS**

COMPENDIUM 2008

Luc Mampaey



GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

2007/7

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
rue de la Consolation, 70
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Siteweb: www.grip.org

Sommaire

Introduction	5
1. Les sources et méthodes	7
1.1. Les dépenses militaires	7
1.2. Les transferts d'armements	7
1.3. Conventions monétaires	9
2. Les dépenses militaires	10
2.1 Tendances générales	10
2.2. Analyse régionale	10
Moyen-Orient	10
Afrique	11
Amérique	11
Asie et Océanie	13
Europe	14
2.3 Les États les plus dépensiers en 2006	15
3. Transferts internationaux d'armements conventionnels	16
3.1 Tendances générales	16
3.2 Principaux importateurs et exportateurs	18
La Russie, challenger agressif des États-Unis	18
L'Union européenne	21
3.3 Premières destinations:	
les pays en voie de développement	22
4. Valeur financière du commerce mondial des armements	23
5. Désarmement et développement	24

Tableaux et graphiques

Tableau 1.	Dépenses militaires mondiales, par régions, 1988-2006	26
Tableau 2.	Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 1988-2006	27
Tableau 3.	Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2006	28
Tableau 4.	Population, PIB et dépenses militaires des pays membres, adhérents et candidats de l'Union européenne et des États-Unis en 2006	29
Tableau 5.	Les 10 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels, totaux de la décennie 1997-2006	30
Tableau 6.	Transferts des 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 50 principaux destinataires, de 1997 à 2006	31
Tableau 7.	Les 50 principaux exportateurs d'armements conventionnels	32
Tableau 8.	Les 50 principaux importateurs d'armements conventionnels	33
Tableau 9.	Livraisons effectives d'armements conventionnels dans le monde, de 1999 à 2006	34
Tableau 10.	Livraisons effectives d'armements conventionnels vers les pays en voie de développement, de 1999 à 2006	35
Tableau 11.	Dépenses militaires, aide au développement et dette des pays pauvres (1)	36
Tableau 12.	Dépenses militaires, aide au développement et dette des pays pauvres (2)	37

Introduction

Les données et statistiques publiées dans ce rapport sont une synthèse des données et statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, aux transferts internationaux d'armements conventionnels et à l'aide au développement publiées au cours de l'année 2007 par des institutions internationales considérées comme des références en ces domaines : le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) à Stockholm, le *Congressional Research Service* (CRS) à Washington, le *Bonn International Center for Conversion* (BICC) à Bonn, ou le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Genève.

Ce « Compendium 2008 » annule et remplace le « Compendium 2006 » (Rapport du GRIP 2006/5). Il est une analyse condensée des tendances en matière de dépenses militaires et de commerce des armes. Il propose des faits et statistiques de base directement exploitables par le lecteur et régulièrement mis à jour sur le site Internet du GRIP (suivre « DATABASE » sur <http://www.grip.org>). Pour le lecteur qui souhaite approfondir une thématique, il est également un outil précieux qui facilitera l'accès et la compréhension de bases de données plus complètes.

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Le SIPRI a été créé à l'initiative du parlement suédois en 1966 – il vient donc de fêter son quarantième anniversaire – afin de commémorer 150 ans d'une paix ininterrompue pour la Suède. Un couple ex-ceptionnel en aura marqué les premières années, en se succédant à la tête du premier conseil d'administration. Alva Myrdal tout d'abord : écrivaine, successivement diplomate, parlementaire et membre du gouvernement suédois, elle sera nommée en 1962 représentante de la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève. Chef de file des pays non alignés, elle exercera dès ce moment une pression permanente sur les deux superpuissances pour les amener sur la voie de mesures concrètes en faveur d'une réduction et du contrôle des armements. Cette ténacité sera récompensée par le prix Nobel de la Paix en 1982. Inlassable militante pour la paix, mais également

convaincue de la nécessité d'aborder la lutte pour la paix et le désarmement selon une méthode rigoureuse, elle contribua à faire rapidement de SIPRI une référence internationalement reconnue. Son mari, Gunnar Myrdal, économiste engagé de réputation internationale et lauréat Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974, lui succédera.

Le SIPRI publie depuis 1969 un annuaire, le *SIPRI Yearbook*, qui est devenu un ouvrage de référence aussi bien pour les gouvernements que pour les organisations non gouvernementales et les milieux académiques. Les données statistiques et séries historiques sont en outre disponibles et libre d'accès sur le site Internet du SIPRI.

- Le site du SIPRI : <http://www.sipri.org>

Le Congressional Research Service (CRS)

En 1914, le Congrès des États-Unis créa le *Legislative Reference Service* afin de se doter de son propre service d'analyse et recherche, indépendant et non partisan, sur toutes les questions législatives. Renommé *Congressional Research Service* en 1970, le CRS est au sein de la bibliothèque du Congrès des États-Unis, une agence travaillant exclusivement et directement pour les membres du Congrès. Il n'a donc pas pour mission de diffuser l'entièreté de ses travaux et il appartient aux membres du Congrès de décider les rapports qui seront rendus publics. Le *Center for Democracy & Technology*, une organisation non gouvernementale, a pour cette raison mis en place le projet Open CRS dont l'objectif est de faciliter l'accès du public aux travaux du CRS et d'inciter le Congrès à davantage de transparence. La plupart des rapports du CRS sont désormais disponibles sur le site de *Open CRS*. Chaque année, dans le courant du troisième trimestre, le CRS publie de rapport de Richard F. Grimett intitulé *Conventional Arms Transfers to Developing Nations*. Ce rapport constitue, au côté des données du SIPRI, notre seconde référence incontournable. Les rapports du CRS relatifs aux transferts d'armements conventionnels sont également disponibles sur le site du GRIP.

- Le site de Open CRS : <http://www.opencrs.com/>

Le Bonn International Center for Conversion (BICC)

Le BICC (<http://www.bicc.de>) est un institut de recherche indépendant créé à Bonn en 1994 avec le soutien du land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Axé principalement sur la problématique de la reconversion des industries de l'armement et des bases militaires au lendemain de la Guerre froide, il est progressivement devenu un centre réputé sur les questions liées à l'armement, à la construction de la paix et à la prévention et gestion des conflits. Le BICC a récemment développé une base de données établissant le profil de 170 pays en fonction de sept critères concernant la sécurité, la situation des droits humains, la bonne gouvernance, et basés sur les critères du Code de conduite européen en matière d'exportation d'armement. Ces profils d'évaluation, complétés pour certains pays par des fiches analytiques plus détaillées, sont un excellent complément aux bases de données strictement statistiques.

- Le site de la base de données du BICC : http://www.bicc.de/ruestungsexport/index_e.html

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Le PNUD publie chaque année depuis 1990 un « Rapport mondial sur le développement humain ». Sous-titré « La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé », la problématique mise en avant dans l'édition 2007-2008 vise à démontrer à quel point l'interaction du changement climatique et de la dégradation de l'environnement risque d'exacerber un grand nombre de conflits, et de faire obstacle aux efforts d'édification de la base d'une paix et d'une sécurité humaine durables¹. Chaque édition contient également une imposante annexe proposant un grand nombre d'indicateurs statisti-

ques pour évaluer le niveau de développement de l'ensemble des pays de la planète. Les rapports du PNUD se basent principalement sur des données statistiques établies par d'autres institutions, et notamment le SIPRI pour les données relatives aux livraisons d'armes conventionnelles et aux dépenses militaires. Les tableaux du PNUD permettent cependant des comparaisons intéressantes, par exemple entre le niveau des dépenses militaires (sur la base des données du SIPRI) et celui des autres dépenses publiques (celles de santé sur la base des données de l'OMS, et celle d'éducation sur la base des données de l'UNESCO).

- Le site du PNUD : <http://www.undp.org/french/>

La base de données intégrée Facts on International Relations and Security Trends (FIRST)

Enfin une dernière initiative, gérée par le SIPRI, mérite d'être signalée. La base intégrée de données FIRST est un projet commun du SIPRI et de l'*International Relations and Security Network* (ISN) basé à Zurich. FIRST met librement à la disposition du public un grand nombre d'informations basées sur les données d'environ 25 institutions internationales, centres de recherche et universités parmi lesquelles, outre le SIPRI, le BICC (*Bonn International Conversion Center*), Transparency International, l'ISIS (*Institute for Science and International Security*) ou encore la Banque mondiale.

- Le site de FIRST : <http://first.sipri.org/>

1. Ce rapport est disponible sur le site du PNUD (<http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/chapters/french/>), ainsi que sur le site du GRIP (http://www.grip.org/research/ecobd/dev/pnud_20072008_fr.pdf)

1. Les sources et méthodes

1.1. Les dépenses militaires

Les données et informations relatives aux **dépenses militaires** dans le monde discutées dans ce rapport sont extraites des bases de données en ligne du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) et du *SIPRI Yearbook 2007*, chapitre 8, *Military Expenditure*, rédigé par Peter Stålenheim, Catalina Perdomo et Elisabeth Sköns. Elles sont établies par le SIPRI selon une méthodologie² rigoureuse sur la base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD).

Lorsque les données officielles ne correspondent pas à la définition des dépenses militaires retenue par le SIPRI, ou lorsque les séries temporelles sont incomplètes, fragmentaires ou inexploitables (en raison de conflits ou d'une situation économique désastreuse, notamment pour les pays africains), le SIPRI procède à une estimation prudente et réaliste. La Chine et la Russie sont dans cette situation. Par contre, lorsqu'un pays ne communique aucune donnée sur l'état de ses dépenses militaires, il est procédé à une estimation en supposant que le taux de variation pour ce pays est identique à celui de la région à laquelle il appartient. Lorsqu'une estimation raisonnable est impossible pour un pays donné, aucun chiffre n'est affiché et ce pays est exclu du total. Les pays ainsi exclus sont : l'Angola, le Bénin, Cuba, la Guinée équatoriale, la Guyane, Haïti, l'Irak, le Myanmar (Burma), la Corée du Nord, le Qatar, la Somalie, Trinidad et Tobago, et le Vietnam. Les données sont également absentes pour les pays qui n'ont pas de forces armées, notamment le Costa Rica, dont les autres dépenses d'armement (police, garde-côtes par exemple) représentent moins de 0,05 % du PIB. Les données publiées par le SIPRI reposent donc sur des estimations prudentes et sous-estiment probablement le niveau réel des dépenses militaires mondiales.

Il faut aussi garder à l'esprit que les dépenses publiques concourant à l'effort de défense ne sont pas nécessairement toutes inscrites au budget de la défense, mais peuvent être couvertes par d'autres postes du budget de l'État (par exemple, aux États-Unis, les dépenses militaires du département *Homeland Security*, et certaines dépenses nucléaires du département de l'Énergie, DoE). Le SIPRI inclut

dans sa définition des dépenses militaires toutes les dépenses de personnel (salaires, pensions et services sociaux du personnel civil et militaire), d'acquisition d'équipement, de recherche et développement, d'opérations et de maintenance, de construction d'infrastructures, d'activités spatiales militaires, et d'assistance militaire à l'étranger engagées par les ministères de la défense ainsi que par les agences gouvernementales engagées dans des projets militaires. Par contre, sont exclues de la définition les dépenses engagées par des forces armées non gouvernementales ainsi que les dépenses liées à des activités militaires passées (avantages autres que les pensions aux vétérans, coûts de la démobilisation et de la reconversion d'infrastructures, démantèlement et destruction d'armes) ce qui peut induire une différence significative pour certains pays.

Toutes les données relatives aux dépenses militaires présentées dans ce rapport sont extraites de la *SIPRI Military Expenditure Database* qui couvre 167 pays sur une période allant de 1988 à 2006. Les données sont présentées en devises nationales à prix courants, en dollars américains aux prix de 2005, ainsi qu'en pourcentage du produit intérieur brut.

La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires est gratuite et accessible à l'adresse http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_database1.html.

1.2. Les transferts d'armements

Les données et informations relatives aux **transferts internationaux d'armements conventionnels** sont extraites des publications de deux organisations considérées comme des références internationales en la matière :

1. Les bases de données en ligne du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), et le *SIPRI Yearbook 2007*, chapitre 10, *International Arms Transfers* rédigé par Siemon T. Wezeman, Mark Bromley, Damien Fruchart, Paul Holtom et Pieter D. Wezeman.

2. Le *Congressional Research Service* (CRS), qui édite chaque année un rapport intitulé *Conventional Arms Transfers to Developing Nations* et

2. Pour une explication de la méthodologie, voir : http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_sources.html

Types d'armements conventionnels couverts par les statistiques du SIPRI

" Since publicly available information is inadequate for the tracking of all weapons and other military equipment, the SIPRI Arms Transfers Database covers only what it defines as major conventional weapons. The Database does not cover any transfers of small arms and light weapons (SALW) other than man-portable air defence systems (MANPADS) and some categories of guided anti-tank missiles. The Database covers the following:

1. Aircraft: all fixed-wing aircraft and helicopters and most unmanned reconnaissance and combat aircraft (UAV and UCAV), with the exception of micro-light aircraft, powered and unpowered gliders and target drones.
2. Armoured vehicles: all vehicles with integral armour protection, including all types of tank, tank destroyer, armoured car, armoured personnel carrier, armoured support vehicle and infantry fighting vehicle.
3. Artillery: naval, fixed, self-propelled and towed guns, howitzers, multiple rocket launchers and mortars, with a calibre equal to or above 100 millimetres (mm).
4. Radar systems: all land-, aircraft- and ship-based active (radar) and passive (e.g., electro-optical) surveillance systems with a range of at least 25 kilometres (km), with the exception of navigation and weather radars, and all fire-control radars, with the exception of range-only radars. In cases where the system is fitted on a platform (vehicle, aircraft or ship), the register only notes those systems that come from a different supplier than the supplier of the platform.
5. Missiles: all powered, guided missiles and torpedoes with conventional warheads. Un-guided rockets, guided but unpowered shells and bombs, free-fall aerial munitions, anti-submarine rockets and target drones are excluded.
6. Ships: all ships with a standard tonnage of 100 tonnes or more, and all ships armed with artillery of 100-mm calibre or more, torpedoes or guided missiles, with the exception of most survey ships, tugs and some transport ships.
7. Engines: (a) engines for military aircraft, e.g., combat-capable aircraft, larger military transport and support aircraft, including helicopters; (b) engines for combat ships (fast attack craft, corvettes, frigates, destroyers, cruisers, aircraft carriers, submarines); (c) engines for most armoured vehicles (generally engines of more than 200hp output); and (d) ASW and AS sonar systems for ships.

Transfers of other military equipment such as SALW (other than MANPADS and some guided anti-tank missiles), trucks, artillery under 100-mm calibre, ammunition, components (other than radars and engines), as well as repair and support services are not included. "

Source : <<http://www.sipri.org/contents/armstrad/atmethods.html>>

réalisé pour le Congrès des États-Unis par Richard F. Grimmett.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence pour des raisons méthodologiques : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI et exprimée en dollars aux prix et taux de change de 1990. Ils ne représentent donc pas une mesure monétaire réelle des ventes d'armes et ne peuvent donc en aucune manière être comparés avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental annuel.

Les tableaux 5 à 7 de ce rapport sont construits à partir des données extraites de la SIPRI *Arms Transfers Database* qui couvrent, pour 115 pays ou organisations, les transferts d'armements conventionnels effectués entre 1950 et 2006.

La base de données du SIPRI sur les transferts d'armes est gratuite et accessible à l'adresse <<http://armstrade.sipri.org/>>.

Les statistiques du SIPRI concernent les « armements conventionnels majeurs » (*major*

conventional weapons) répartis en 7 catégories³ : aéronefs, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires et moteurs. Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements - dont les armes légères, de petit calibre et les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100mm ainsi que les munitions - sont exclus des statistiques du SIPRI.

Les rapports établis chaque année par Richard F. Grimmett pour les membres du Congrès des États-Unis se concentrent sur les transferts effectués par les 7 principaux pays exportateurs d'armements conventionnels, c'est-à-dire les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Chine, l'Allemagne et l'Italie. Ils insistent également sur la part des exportations destinée aux pays en voie de développement. Les tableaux 9 et 10 de ce rapport sont construits à partir des rapports du CRS (les

3. Pour une définition précise de chacune de ces catégories et davantage d'informations sur les sources et la méthodologie du SIPRI pour les transferts d'armes, nous encourageons vivement le lecteur à consulter le site Internet du SIPRI : <<http://www.sipri.org/contents/armstrad/atmethods.html>>

éditions 2000 à 2007 de ces rapports sont également disponibles sur le site du GRIP).

Les rapports du CRS indiquent dans leur introduction que sont « incluses toutes les catégories d'armes et de munitions, les pièces de rechange militaires, les constructions militaires, l'assistance militaire et les programmes d'entraînement, et tous les services associés »⁴. Cependant, la liste détaillée des catégories d'armements conventionnels telle qu'elle figure en annexe indique que ces catégories sont très proches de celles retenues par le SIPRI. Les armes légères et de petit calibre sont également exclues des statistiques du CRS.

1.3. Conventions monétaires

Les dépenses militaires issues des bases de données du SIPRI sont exprimées en dollars, aux prix et taux de change de 2005.

Les indicateurs de tendance du SIPRI relatifs aux transferts d'armements conventionnels (Trend Indicator Value, TIV) sont exprimés en dollars, aux prix et taux de change de 1990.

Les transferts d'armements conventionnels de la période 1999-2006 dans le dernier rapport 2007 du CRS sont exprimés en dollars, aux prix et taux de change de 2006. Pour établir les comparaisons, les données antérieures à 1999 figurant dans les rapports antérieurs du CRS ont été converties en dollars de 2006 en utilisant les facteurs de correction d'inflation publiés par Robert Sahr de l'Oregon State University⁵.

Lorsque des données sont converties en euros, les taux de change moyens de l'année 2006 publiés par Eurostat sont appliqués.

4. Voir, pour la dernière édition disponible, Richard F. Grimmett, *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 1999-2005*, 26 septembre, 2007, Congressional Report for the Congress, Order Code RL34187.

5. *Inflation Conversion Factors for Dollars 1665 to Estimated 2017*, <http://oregonstate.edu/cla/polisci/faculty-research/sahr/sahr.htm>

Types d'armements conventionnels couverts par les statistiques du CRS

1. **Tanks and Self-propelled Guns:** This category includes light, medium, and heavy tanks; self-propelled artillery; self-propelled assault guns.
2. **Artillery:** This category includes field and air defense artillery, mortars, rocket launchers and recoilless rifles - 100 mm and over; FROG launchers - 100mm and over.
3. **Armored Personnel Carriers (APCs) and Armored Cars:** This category includes personnel carriers, armored and amphibious; armored infantry fighting vehicles; armored reconnaissance and command vehicles.
4. **Major Surface Combatants:** This category includes aircraft carriers, cruisers, destroyers, frigates.
5. **Minor Surface Combatants:** This category includes minesweepers, subchasers, motor tor-pedo boats, patrol craft, motor gunboats.
6. **Submarines:** This category includes all submarines, including midget submarines.
7. **Guided Missile Patrol Boats:** This category includes all boats in this class.
8. **Supersonic Combat Aircraft:** This category includes all fighter and bomber aircraft designed to function operationally at speeds above Mach 1.
9. **Subsonic Combat Aircraft:** This category includes all fighter and bomber aircraft designed to function operationally at speeds below Mach 1.
10. **Other Aircraft:** This category includes all other fixed-wing aircraft, including trainers, transports, reconnaissance aircraft, and communications/utility aircraft.
11. **Helicopters:** This category includes all helicopters, including combat and transport.
12. **Surface-to-air Missiles:** This category includes all ground-based air defense missiles.
13. **Surface-to-surface Missiles:** This category includes all surface-surface missiles without regard to range, such as Scuds and CSS-2s. It excludes all anti-tank missiles. It also excludes all anti-ship missiles, which are counted in a separate listing.
14. **Anti-ship Missiles:** This category includes all missiles in this class such as the Harpoon, Silkworm, Styx and Exocet.

Source : Richard F. Grimmett, *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 1999-2006*, 26 septembre 2007, Congressional Report for the Congress, Order Code RL34187, p. 90, <http://www.opencrs.com/document/RL34187/>

2. Les dépenses militaires

Sauf mention contraire, tous les montants relatifs aux dépenses militaires indiqués ci-après sont exprimés en dollars des États-Unis, aux prix et taux de change de 2005.

2.1. Tendances générales

Selon le SIPRI, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2006 (graphique 1 et tableau 1)⁶ représentaient 1 158 milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2005, ce qui correspond à 1 204 milliards en dollars courants. Ceci repré-

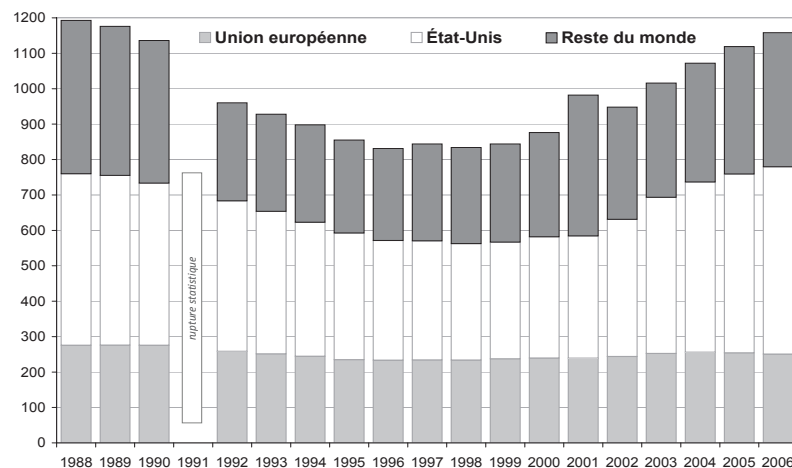
pour référence l'année 1996, c'est-à-dire l'année au cours de laquelle les dépenses militaires sont estimées à leur point le plus bas de ces vingt dernières années.

La période 1996-2006 enregistre d'importantes variations selon les pays, dominées cependant par une tendance générale vers un nouvel accroissement des dépenses militaires dans toutes les régions du monde⁷, à l'exception toutefois de l'Amérique centrale, seule région dans laquelle elles sont restées stables au cours de cette période (tableau 1).

Moyen-Orient

Si nous découpons le monde en cinq régions - Afrique, Amérique, Asie et Océanie, Europe, et

Graphique 1. Dépenses militaires mondiales, USA vs UE, 1988-2006
(en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2005)



Source : SIPRI Military Expenditure Database, http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_database1.html

sente une hausse est de 3,5 % en termes réels par rapport à 2005.

Évaluées à 1 093 milliards en 1988, les dépenses militaires mondiales ont chuté régulièrement jusqu'en 1996 où elles s'établissaient à 831 milliards de dollars, le niveau le plus bas de la période 1988-2006. Entre le point bas de 1996 et le niveau de 2006, les dépenses militaires mondiales ont progressé de 39,4 %, démontrant clairement que la période de déclin important des dépenses militaires qui avait suivi la fin de Guerre froide est révolue.

2.2. Analyse régionale

Nous avons observé les variations des dépenses militaires par régions et par pays en prenant

le Moyen-Orient (graphique 2 et tableau 1) - on observe que c'est au Moyen-Orient que la hausse des dépenses militaires a été la plus forte depuis 1996 : +78,1 %. Le plus grand contributeur au total régional est l'Arabie saoudite avec des dépenses militaires de plus de 29 milliards de dollars en

6. Tous les tableaux sont réunis en fin de document. Leur liste figure en page 14. Le détail et les sources de toutes les données rassemblées par le GRIP peuvent être obtenus sur simple demande.

7. Nous suivons la classification régionale du SIPRI (<http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_regions.html>), c'est à dire :

Afrique = Afrique du Nord [Algérie, Libye, Maroc, Tunisie] + **Afrique Subsaharienne** [Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, République d'Afrique centrale, Tchad, Congo (RDC), Congo (Rép.), Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar,

2006, soit une hausse de 122,1 % par rapport à 1996. Suivent, par ordre d'importance, les dépenses militaires israéliennes (11,3 milliards, soit une augmentation de 35,4 % depuis 1996), et celles de l'Iran qui accusent une hausse remarquable de 270 % depuis 1996 et s'établissent désormais à 9,8 milliards de dollars en 2006. À l'exception du Liban (+2,5 %) et du Koweït (-0,3 %), tous les autres pays de la région ont également accusé des hausses importantes et supérieures à 30 % depuis 1996.

Afrique

La seconde hausse régionale la plus importante est celle de l'ensemble du continent africain : +55 % au cours de la période 1996-2006, tant en Afrique du Nord que dans les pays sub-sahariens (tableau 1 et graphique 2). En Afrique du Nord, la hausse est attribuable essentiellement à l'Algérie (+113 %), tandis qu'elle est beaucoup plus modeste au Maroc (+12,7 %) et en Tunisie (+3,1 %). Les dépenses militaires algériennes sont évaluées à 3 milliards de dollars, soit près de 47 % du total de la région. Cette hausse est le résultat d'une volonté de modernisation des équipements militaires pour laquelle tant la France que les États-Unis ont été approchés par l'Algérie. Toutefois, souligne le SIPRI, la Russie est également entrée dans la danse : l'Algérie a signé en 2006 avec ce pays un contrat d'achat d'armements de quelque 10,5 milliards de dollars, en échange de quoi la Russie a promis d'effacer une dette de 4,74 milliards datant de l'époque soviétique. Nous ne disposons de chiffres pour les dépenses militaires de la Libye qu'à partir de 1997, année depuis laquelle elles ont exactement doublé (741 millions en 2006). Le récent rapprochement franco-libyen et l'annonce de la promesse de contrats français d'armement avec la Libye augurent cependant de nouvelles hausses significatives au cours des prochaines années.

Bien que, pour plus de la moitié des pays d'Afrique sub-saharienne, les statistiques ne soient pas suffisantes pour évaluer la croissance des dépenses militaires depuis 1996, il semble, sur la base des données disponibles, que la hausse ait été la plus importante en Éthiopie (+135,8 % entre 1996 et 2006). Cinq autres pays ont également vu leurs dépenses militaires croître de plus de 100 % au cours de cette période : la Mauritanie, la Namibie, le Mali, le Nigéria et le Ghana. Toutefois, en valeur,

l'Afrique du Sud est de loin la plus importante puissance militaire de la région. Les dépenses militaires sud-africaines ont progressé de 25 % depuis 1996 et sont évaluées à 3,6 milliards de dollars en 2006, ce qui correspond à cinq fois les dépenses militaires du Nigéria (724 millions en 2006) qui occupe pourtant la deuxième place en Afrique sub-saharienne. Pour ces deux pays, les dépenses militaires ne représentent cependant, respectivement, que 1,5 et 0,7 % de leur PIB. À l'inverse, dans deux des pays où la hausse a été la plus importante, elles représentent un fardeau de plus 3 % du PIB : en Namibie (3,2 % du PIB) et en Mauritanie (3,6 % du PIB).

Amérique

La hausse des dépenses militaires a été globalement très forte sur le continent américain : +53,7 % entre 1996 et 2006. La progression est de 55 % en Amérique du Nord. Selon les chiffres du SIPRI, la croissance des dépenses militaires des États-Unis a été de 56,4 % entre 1996 et 2006, le Canada se

Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Nami-bie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe].

Amérique = Amérique du Nord [Canada, USA] + **Amérique centrale** [Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama] + **Amérique du Sud** [Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela].

Asie et Océanie = Asie Centrale [Kazakhstan (1992-), Kirghizstan (1992-), Tadjikistan (1992-), Turkménistan (1992-), Ouzbékistan (1992-)] + **Asie de l'Est** [Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Corée du Nord, Corée du Sud, Laos, Malaisie, Mongolie, Myanmar (Burma), Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam] + **Asie du Sud** [Afghanistan, Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka] + **Océanie** [Australie, Fidji, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée].

Europe = Europe centrale et orientale [Albanie, Arménie (1992-), Azerbaïdjan (1992-), Biélorussie (1992-), Bosnie Herzégovine (1992-), Bulgarie, Croatie (1992-), Tchécoslovaquie (-1992), République tchèque (1993-), Estonie (1991-), République démocratique d'Allemagne (RDA, -1990), Géorgie (1992-), Hongrie, Lettonie (1991-), Lituanie (1991-), Macédoine (Former Yugoslav Republic of Macedonia, FYROM, 1992-), Moldavie (1992-), Pologne, Roumanie, Russie (1992-), Serbie-et-Monténégro, (1992-), Slovaquie (1993-), Slovénie (1992-), Ukraine (1992-), URSS (-1991), Yougoslavie (ex-, -1991)] + **Europe occidentale** [Autriche, Belgique, Chypres, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, UK].

Moyen-Orient = [Bahreïn, Égypte, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Syrie, Émirats arabes unis, Nord Yémen (-1990), Sud Yémen (-1990), Yémen (1991-)].

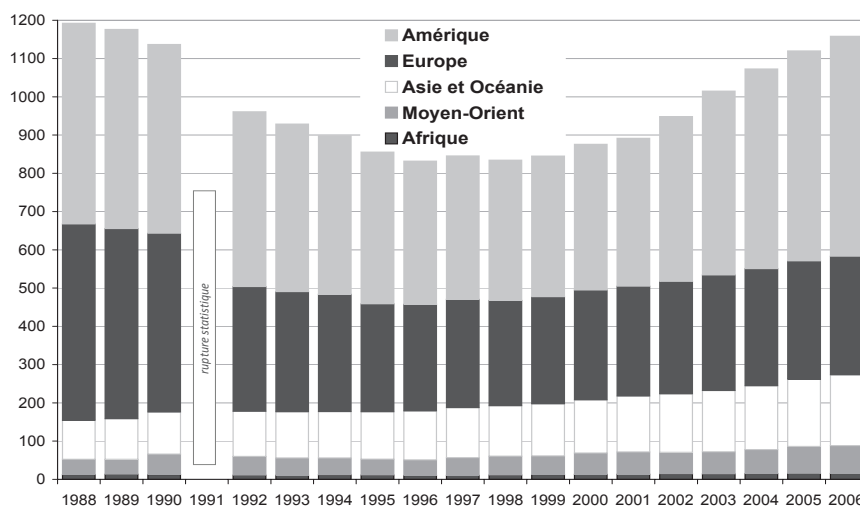
contenant d'une hausse de 15,9 % sur la même période. Les États-Unis, unique superpuissance comptant pour près de la moitié du total mondial, sont donc la principale explication à la hausse massive des dépenses militaires mondiales. Après une décennie de réduction, pendant la période 1987-1997, et après une hausse modérée au cours du second mandat du président Clinton de 1998 à 2001, les attentats du 11 septembre 2001 ont permis de justifier les hausses massives qui étaient d'ailleurs attendues depuis plusieurs années par les marchés financiers et les groupes de production d'armements. Les prévisions budgétaires de l'administration Bush maintiennent les dépenses pour la « défense et la sécurité » à un niveau très élevé, au moins jusqu'en 2012. En outre, il faut ajouter aux dépenses budgétaires inscrites au titre de « *National Defense* », les diverses dépenses supplémentaires (« *supplementals* ») non inscrites dans le budget initial mais demandées en cours d'exercice au Congrès, notamment pour couvrir le coût des opérations en Irak et en Afghanistan. Le budget de la défense nationale des États-Unis présenté par le président Bush en mars 2007 pour l'exercice 2008 était estimé à 647,2 milliards de dollars (*Budget Authority*, en dollars constants FY2008). Ce montant est composé de 483,2 milliards pour le département de la Défense (DoD), 141,7 milliards de dépenses additionnelles demandées au nom de la « guerre globale contre la

terreur » (GWOT, « *Global War on Terror* »), et 15,8 milliards pour les dépenses nucléaires militaires du département de l'énergie. Le solde, soit 6,4 milliards, recouvrent toutes les dépenses « *defense related* » des autres ministères (justice, commerce, FBI, etc.). Ce budget de 647,2 milliards de dollars au titre de la défense nationale pour l'exercice 2008 correspond à 1/5 du total des dépenses publiques fédérales des États-Unis⁸.

L'Amérique centrale est la seule région du monde dans laquelle les dépenses militaires sont restées stables au cours de la décennie écoulée. La seule puissance militaire de la région est le Mexique dont les dépenses militaires représentaient 3,1 milliards de dollars en 2006, en hausse de seulement 2,89 % depuis 1996. Deux pays de cette région - le Costa Rica et Panama - n'ont pas de forces armées ; les autres pays, à la suite d'accords de paix dans les années 1980, ont pour la plupart considérablement réduit leur effort militaire au profit d'une amélioration de la sécurité intérieure. Prenant l'exemple du Guatemala, le SIPRI souligne que malgré cette politique, l'insuffisance des moyens affectés à la police conduit parfois l'armée à assumer certaines fonctions de celle-ci, conduisant

8. Voir, pour une analyse plus détaillée du budget militaire des États-Unis : Luc Mampaey, *Les dépenses militaires des États-Unis*, Note d'information du GRIP, 26 juin 2007, disponible sur Internet : <http://www.grip.org/bdg/pdf/g0992.pdf>

Graphique 2. Dépenses militaires mondiales, par régions, 1988-2006
(en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2005)



à une regrettable confusion des rôles. Le budget militaire de ces pays reste néanmoins dérisoire. Celui du Guatemala, est évalué à seulement 137 millions en 2006 et a diminué de 27,9 % depuis 1996. Au Salvador, il s'établit à 105 millions, en baisse de 16 % depuis 1996. Au Nicaragua, il est de 34 millions de dollars (comparables à celles de Malte par exemple), et en diminution de 1,18 % par rapport à 1996.

En Amérique du Sud, par contre, les dépenses militaires ont augmenté en moyenne de 39,9 % entre 1996 et 2006, en raison des hausses importantes survenues dans les trois principales puissances militaires de la région : le Brésil (13,4 milliards de dollars en 2006, en hausse de 31,2 % depuis 1996), le Chili (4,9 milliards, +107,3 %) et la Colombie (4,6 milliards, +64,8 %). Tous ces pays justifient leurs dépenses par une nécessité de modernisation de leurs équipements mais il est clair, en particulier dans le cas du Brésil, que ces dépenses sont aussi motivées par une volonté de soutenir les industries locales de l'armement. D'autres pays - la Bolivie, la Colombie et le Venezuela notamment - arguent de la perception d'une menace plus importante. Bien que les dépenses militaires du Venezuela soient toujours nettement inférieures à celles de ses voisins - 1,9 milliards de dollars en 2006, c'est-à-dire 2,4 fois moins que la Colombie et 7 fois moins que le Brésil - leur croissance est préoccupante. La hausse est de 76,2 % depuis 1996, avec une accélération très nette au cours des années récentes : +67 % depuis 2003. Le gouvernement du président Hugo Chavez invoque le risque d'une agression des États-Unis et a acquis d'importantes quantités de matériel russe afin de réduire sa dépendance à l'égard des équipements américains (notamment des avions de combat SU-30 et des licences de production de fusils AK-47 Kalachnikov, selon le SIPRI). Le Venezuela est devenu ainsi le quatrième État le plus dépensier en matière militaire, dépassant pour la première fois l'Argentine en 2006. Les dépenses militaires argentines sont évaluées à 1,8 milliards en 2006, en baisse de 14,1 % depuis 1996. Tous les autres pays de la région ont des dépenses militaires nettement inférieures au milliard de dollars.

Asie et Océanie

L'Asie et l'Océanie affichent une hausse moyenne de leurs dépenses militaires de 44,5 % au cours de la période 1996-2006. Le tableau 1 indique que

la hausse la plus importante concerne l'Asie centrale (+83,3 %), mais cette observation doit rester prudente. Les données du SIPRI relatives aux dépenses militaires sont incomplètes pour trois des cinq pays qui composent cette zone géographique. Il est en effet impossible de présenter une estimation fiable pour le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan et les chiffres relatifs à cette zone reposent donc essentiellement sur les valeurs disponibles pour le Kazakhstan et le Kirghizstan.

La hausse moyenne est de 74,4 % pour l'Asie du Sud. Le Népal enregistre une hausse spectaculaire de 227,2 % depuis 1996, mais malgré cette forte progression, les dépenses militaires népalaises ne dépassent pas 160 millions de dollars en 2006, c'est-à-dire une somme insignifiante dans le total régional. L'Inde est très largement l'État de la région qui dépense le plus pour son armement : près de 24 milliards de dollars en 2006, soit une hausse de 87,3 % depuis 1996. Le Pakistan voisin a augmenté ses dépenses militaires de 33,3 % depuis 1996 (4,6 milliards en 2006).

L'Asie de l'Est (+ 40 % en moyenne depuis 1996) est très largement dominée par deux pays : la Chine et le Japon. Le niveau des dépenses militaires japonaises est depuis quelques années un sujet d'intenses débats politiques au Japon, en raison des pressions extérieures visant à impliquer davantage le Japon dans des opérations internationales, mais également en écho à la perception des menaces que pourraient constituer la Chine et la Corée du Nord. Bien que ne dépassant toujours pas 1 % du PIB, et en légère décroissance depuis 2003, l'importance des dépenses militaires du Japon en valeur absolue (43,7 milliards en 2006) et l'efficacité de son industrie de l'armement sont de nature à préoccuper ses voisins. L'une des priorités budgétaires du Japon est le développement et le déploiement d'un système de défense anti-missile. Les moyens consacrés à cet objectif ont été accrus de 30 % pour l'exercice 2007, alors que les dépenses militaires totales devraient baisser de 0,2 % au cours du même exercice.

La hausse moyenne des dépenses militaires en Asie de l'Est serait bien plus importante si la stabilité des dépenses militaires japonaises ne contribuait pas à compenser la progression spectaculaire des dépenses militaires de la Chine. Évaluées par le SIPRI à 49,5 milliards en 2006, les dépenses militaires chinoises ont augmenté de 198,2 % depuis 1996

et dépassent pour la première fois celles du Japon. Plusieurs raisons peuvent bien entendu expliquer cette hausse très importante, notamment d'importants programmes d'acquisition d'équipement. Mais l'explication la plus fréquemment invoquée par les autorités chinoises est la nécessité de maintenir les salaires des militaires à un niveau comparable aux salaires dans l'industrie et les services civils, eux-mêmes en forte croissance dans la conjoncture économique actuelle de la Chine. La masse salariale serait donc l'un des principaux facteurs de la hausse des dépenses militaires chinoises. Les dépenses militaires restent également élevées en Corée du Sud, troisième puissance militaire de la région (21,9 milliards, soit +34 % depuis 1996) en raison des tensions persistantes avec la Corée du Nord, pays pour lequel aucune estimation n'est par contre possible.

L'Océanie est dominée par les dépenses militaires de l'Australie, en hausse de 45,1 % depuis 1996 et évaluée à 13,8 milliards de dollars en 2006.

Europe

Sur le continent européen, la hausse moyenne des dépenses militaires est de 11,1 % depuis 1996, mais cette augmentation est très inégalement répartie selon les régions. En Europe de l'Ouest, les dépenses militaires ont progressé de seulement 4,9 % au cours de la période 1996-2006, et accusent même une légère baisse depuis 2004. Bien que modeste, la hausse des dix dernières années indique clairement que la phase de déclin important des dépenses militaires qui avait suivi la fin de la Guerre froide est terminée, malgré le fait que les dépenses militaires de l'Europe de l'Ouest sont toujours inférieures de 9 % à leur niveau de 1988. La hausse entre 1996 et 2006 est de 16 % pour l'Europe centrale mais de 81,5 % pour l'ensemble des pays d'Europe orientale. La hausse en Europe orientale s'explique principalement par la Russie (37,7 milliards en 2006, +80,7 % depuis 1996), et dans une moindre mesure par les dépenses militaires des pays du Caucase dont la progression est spectaculaire bien que portant sur des montants très faibles (moins de 600 millions).

Le classement des pays européens en trois zones, tel qu'il a été établi par le SIPRI, est discutable en ce sens qu'il mélange logiques politique et géographique. La Turquie, pays européen le plus oriental, est ainsi reprise parmi les pays d'Europe de

l'Ouest. De même, le SIPRI classe la Finlande parmi les pays d'Europe de l'Ouest, tandis que les trois républiques baltes – Estonie, Lettonie et Lituanie – sont associées à l'Europe centrale, ainsi que la Bulgarie et la Roumanie, pourtant tous membres de l'Union européenne.

Le tableau 2 est consacré uniquement à l'évolution des dépenses militaires des 27 membres de l'Union européenne. Il inclut également les trois pays candidats ainsi que les États-Unis pour comparaison. Si nous observons le groupe des 27 pays qui composent l'Union européenne aujourd'hui, nous constatons que leurs dépenses militaires agrégées ont progressé de 7,4 % depuis 1996. Seuls 6 pays – l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, Malte et la Slovaquie – ont en 2006 des dépenses militaires inférieures à leur niveau de 1996 (toujours en dollars constants aux prix de 2005). Les plus fortes hausses concernent les trois républiques baltes déjà citées – Estonie, Lettonie et Lituanie –, dont les dépenses militaires ont subi une augmentation extrêmement importante : respectivement +271,3 %, +470,4 % et +459,3 % depuis 1996. Ces hausses s'expliquent par l'ampleur et la rapidité des programmes de modernisation vers les standards occidentaux. La plupart des anciens pays du pacte de Varsovie enregistrent des hausses importantes de leur budget militaire pour les mêmes raisons.

Les dépenses militaires des trois pays candidats – Macédoine, Croatie et Turquie – ont maintenu leurs dépenses militaires à la baisse, en particulier la Croatie (684 millions, -62 %). La Turquie aussi maintient une tendance à la baisse depuis 1999, mais il convient de souligner que celle-ci fait suite à une phase de croissance importante tout au long de la période 1988-1999 (+127 %).

En 2006, les 27 pays de l'Union européenne, forts d'une population de 495 millions d'habitants, totalisaient plus de 250 milliards de dollars pour leurs dépenses militaires (tableau 2). Ce montant représente 21,6 % des dépenses militaires mondiales. Calculées en euros aux prix courants, à partir des budgets militaires exprimés en devises nationales, les dépenses militaires des 27 pays membres représentaient 205,78 milliards d'euros en 2006, soit 1,77 % du PIB de l'UE (tableau 4). La dépense militaire par habitant peut ainsi être estimée à 415,6 euros en 2006.

Pour mémoire, les États-Unis comptent 302 millions d'habitants. En euros (sur la base du taux

de change moyen en 2006 de 1,26 dollars pour 1 euro), leurs dépenses militaires s'élèvent à 434,9 milliards d'euros), soit 4,1 % de leur PIB. L'Union européenne dépense donc 2,1 fois moins pour ses capacités militaires que les États-Unis, alors que sa population est 1,6 fois plus importante.

2.3. Les États les plus dépensiers en 2006

Aux prix courants, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2006 sont évaluées à 1 204 milliards de dollars. En nous basant sur les estimations du Fonds monétaire international (FMI) pour le PIB mondial⁹ et sur celles des Nations unies pour la population mondiale¹⁰, nous pouvons déduire que cette somme correspond à 2,5 % du produit intérieur brut réel mondial (PIB) de l'année 2006 et constitue une dépense annuelle moyenne de 182 dollars par habitant. La part du PIB mondial consacrée aux dépenses militaires est en augmentation d'environ 0,1 % par an depuis l'année 2001.

Aux prix et taux de change de 2005, les dépenses militaires mondiales représentent 1 158 milliards de dollars, soit 175 dollars par habitant.

Les dépenses militaires sont très inégalement distribuées dans le monde. Les 32 pays classés comme pays à revenu élevé par la Banque mondiale représentent 75 % des dépenses militaires mondiales, alors qu'ils ne comptent que 16 % de la population mondiale. Les 58 pays les plus pauvres, où vivent 41 % de la population mondiale, ne représentent que 4 % des dépenses militaires mondiales.

Le tableau 3 donne le classement des 15 pays les plus dépensiers en termes de dépenses militaires selon deux méthodes : la colonne de gauche classe les pays selon leurs dépenses militaires converties en dollars de 2005 au taux de change du marché ; la colonne de droite classe ces mêmes pays selon leurs dépenses militaires converties en parité de pouvoir d'achat (PPA)¹¹. La concentration des dépenses militaires est très importante : les États-Unis représentent à eux seuls quelque 45,7 % du total mondial. Ils sont suivis du Royaume-Uni (5,1 %), de la France (4,6 %), de la Chine (4,3 %) et du Japon (3,8 % du total), ces cinq premiers pays totalisant ensemble 63,4 % du total mondial. Les 15 premiers pays les plus dispendieux pour leur défense totalisent ensemble 83,2 % du total mondial.

Le classement est sensiblement différent si l'on effectue le même classement après avoir converti les dépenses militaires en parité de pouvoir d'achat : les États-Unis conservent une première place incontestable, mais ils sont suivis dans ce cas par la Chine, l'Inde, la Russie et le Royaume-Uni. En ce qui concerne les dépenses militaires par habitant, on trouve à un extrême de ce Top 15 l'Inde, avec des dépenses militaires de 18,5 dollars par habitant, et à l'autre extrême les États-Unis qui ont dépensé militairement 1 739,7 dollars par habitant en 2006. Seuls deux autres pays dépensent également plus de 1 000 dollars par an et par habitant : le Brésil (1 430 dollars) et l'Arabie saoudite (1 025 dollars).

Les dépenses militaires de la Russie ont progressé de 80,7 % entre 1996 et 2006. Cette hausse spectaculaire doit cependant être relativisée : évaluée par le SIPRI à 19,2 milliards de dollars en 1996, les dépenses militaires de la Fédération de Russie seraient de 37,7 milliards en 2005 (aux prix et taux de change de 2005), mais cette somme ne représente finalement que 16 % de la valeur estimée des dépenses militaires de l'URSS en 1988, à la fin de la Guerre froide. Une autre comparaison nous indique que, au taux du marché, ces 34,7 milliards de dépenses militaires russes ne représentent finalement que 6,6 % des dépenses militaires américaines. Si la même comparaison est effectuée en parité de pouvoir d'achat¹², les dépenses militaires russes ne représentent toujours que 15,6 % des dépenses militaires des États-Unis en 2006 (tableau 3).

9. Le FMI estime le PIB mondial pour 2006 à 48 245 milliards de dollars, aux prix et taux de change du marché. Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale - Mondialisation et inégalité*, octobre 2007, p. 233, URL <<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2007/02/pdf/c1f.pdf>>.

10. Les Nations unies estiment la population mondiale en 2006 à 6 540,3 millions d'habitants au début de l'année 2007. Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), *État de la population mondiale 2006*, p. 98, URL

<http://www.unfpa.org/swp/2006/pdf/fr_sowp06.pdf>

11. Cfr. note 5.

12. **Parité de pouvoir d'achat (PPA)** : Taux de change destiné à neutraliser les différences de prix entre pays, afin de permettre les comparaisons internationales de la production et du revenu en termes réels. Avec un dollar exprimé en parité de pouvoir d'achat dans un pays donné, il est possible de se procurer la même quantité de biens et de services que s'il s'agissait d'un dollar des États-Unis dans le cadre de l'économie de ce pays.

3. Transferts internationaux d'armements conventionnels

Remarque importante pour cette section : le dernier rapport du CRS (23 octobre 2006) est exprimé en dollars, aux prix et taux de change de 2005, tandis que l'édition 2006 du SIPRI Yearbook maintient ses indicateurs de tendance (TIV) en dollars aux prix et taux de change de 1990. On peut donc comparer les tendances, mais pas les valeurs présentées par ces deux organisations !

3.1. Tendances générales

La fin de la Guerre froide et l'effondrement du bloc soviétique ont eu un impact profond sur le commerce international des armements conventionnels et singulièrement sur la répartition des parts de marché entre les principaux exportateurs. La nature de la demande globale s'est modifiée, passant du contexte de la rivalité entre les deux superpuissances et leurs clients associés à des problématiques nouvelles de sécurité régionale. Bien que ces changements aient conduit à un déclin important des transferts globaux d'armements, de nombreux pays, particulièrement ceux en voie de développement, continuent à acquérir des quantités substantielles de nouveaux armements.

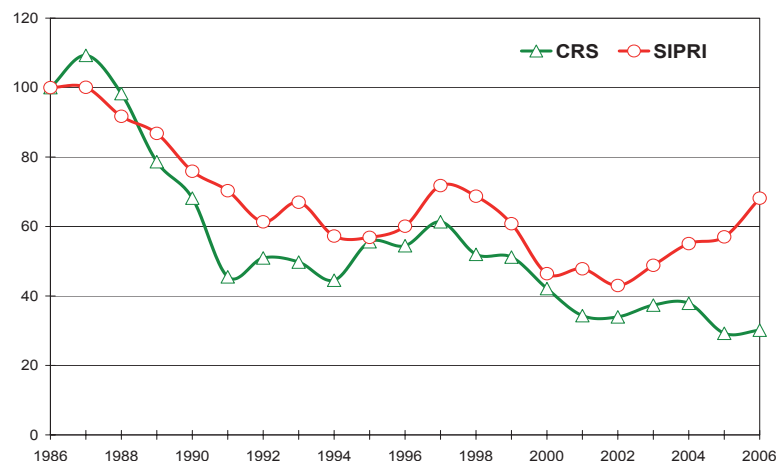
Le graphique 3 compare les données du SIPRI sur les transferts d'armements conventionnels et celles du CRS sur les livraisons d'armements

conventionnels, selon un indice dont la base est 1986 = 100. SIPRI et CRS s'accordent pour noter un sommet élevé des ventes d'armements conventionnels en 1987, suivi d'une chute continue jusqu'en 1991-1992, conséquence immédiate de la disparition d'une confrontation directe entre l'Est et l'Ouest.

Une stabilisation est toutefois observable dès 1993, suivie d'une recrudescence de 1994 à 1997. Cette évolution du milieu des années 1990 est attribuable surtout aux importantes livraisons d'armements effectuées par les États-Unis aux pays de la coalition engagée dans le premier conflit du golfe Persique en 1991, suivies d'un rééquipement important des pays du Golfe après la guerre de 1990-1991, ainsi qu'à une demande soutenue pour une modernisation de l'armement en Asie de l'Est et plus tard en Amérique du Sud. Les transferts d'armements conventionnels ont ensuite recommencé à décroître dès 1998, jusqu'à atteindre leur niveau le plus bas en 2002 selon le SIPRI.

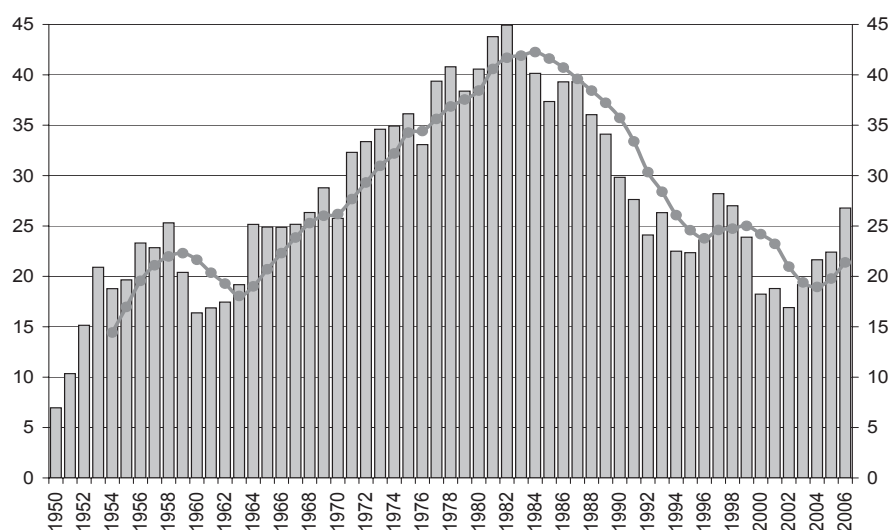
L'indicateur de tendance du SIPRI ainsi que les estimations du CRS indiquent que les transferts internationaux d'armements conventionnels sont repartis à la hausse en 2003 et 2004. À partir de 2004 cependant, et pour la première fois, les évaluations du SIPRI et du CRS apparaissent nettement divergentes. Le CRS note une baisse importante entre 2004 et 2005 (-22,8 %), suivie d'une légère hausse en 2006 (+3 %). L'indicateur de tendance du SIPRI, par contre, enregistre une forte augmentation de 24,9 % entre 2004 et 2006. L'année 2006

Graphique 3. Comparaison TREND SIPRI/CRS, 1986-2006 (1986 = 100)



Source : GRIP, 2007.

Graphique 4. Tendence des transferts internationaux d'armements conventionnels, 1950-2006



Note : L'histogramme représente les totaux annuels, en milliards USD, aux prix de 1990. La courbe représente un indicateur de tendance (Trend Indicator Value, TIV) basé sur des moyennes mobiles de cinq ans : la moyenne est pointée à l'année correspondant à la dernière année de la période de cinq ans (exemple : l'abscisse 1980 correspond à la moyenne de la période 1976-1980, l'abscisse 2006 correspond à la moyenne 2002-2006).

Source : SIPRI Arms Transfers Database, URL <<http://armstrade.sipri.org/>>

est, selon le SIPRI, la quatrième année de hausse consécutive : par rapport à l'année 2002 (point historiquement le plus bas), les transferts d'armements conventionnels sont en hausse de 59,4 %.

Le précédent « Compendium » soulignait que la forte baisse estimée par le CRS portait sur les livraisons effectives d'armements (« *deliveries* »), tandis que les estimations du CRS relatives aux contrats (« *agreements* ») indiquaient quant à elles une hausse significative de 51 % entre 2003 et 2005. Les contrats donnant en principe lieu à des livraisons ultérieures, on pouvait s'attendre à ce que le rapport 2007 du CRS reconnaisse à son tour une tendance haussière des livraisons au niveau mondial.

On remarque que ce n'est pas le cas : selon le CRS, les livraisons continuent à diminuer et l'estimation des « *agreements* » a été sensiblement revue à la baisse par rapport à 2005 (-9,3 %). Une explication possible est qu'une partie des « *agreements* » comptabilisés en 2005 n'ont finalement pas conduit à des livraisons effectives, ou que ces livraisons auront lieu plus tard.

L'indicateur de tendance de longue période basé sur des moyennes mobiles établies sur des périodes de cinq ans indique un point d'inflexion très net en

2004, qui pourrait être le signe d'une nouvelle phase haussière : la moyenne quinquennale de la période 2002-2006 est de 12,8 % supérieure à la moyenne de la période 2000-2004 (graphique 4).

Le graphique 4 illustre l'évolution des transferts d'armements conventionnels depuis 1950. Quoiqu'en hausse, la dernière moyenne quinquennale ne représente toujours qu'à peine 50 % du niveau constaté au milieu des années 1980. L'année 2006 est comparable au niveau de la première moitié des années 1960.

Il faut cependant garder à l'esprit que les avancées de ces vingt dernières en matière de contrôles des exportations d'armes – renforcement des législations nationales, Registre des armes des Nations unies en 1992, Arrangement de Wassenaar en 1993, Code de conduite de l'Union européenne en 1998, etc. – ont permis d'accroître considérablement la fiabilité des informations disponibles. En revanche, plus on remonte dans le temps, plus les données doivent être maniées avec précaution et réserve.

3.2. Principaux importateurs et exportateurs

L'essentiel du marché des armements conventionnels se partage entre un nombre très restreint d'acteurs, tant du côté de l'offre que de celui de la demande (tableau 5). Si nous prenons en compte la somme des exportations effectuées au cours de la décennie 1997-2006, nous constatons que 10 pays fournisseurs se partagent plus de 92 % du marché. Les deux premiers exportateurs dominent à eux seuls plus de 50 % des transferts : ce sont les États-Unis (38,9 %), et la Russie (22,3 %). Les huit suivants ont des parts de marché inférieures à 10 %. Ce sont, dans l'ordre, la France (8,7 %), l'Allemagne (7,2 %), le Royaume-Uni (5,3 %), les Pays-Bas (2,3 %), l'Ukraine (2,0 %), l'Italie (2,0 %), la Chine (1,8 %) et la Suède (1,7 %).

Cette concentration est aussi vérifiable du côté de la demande, quoique de façon moins aiguë. Les 10 premiers importateurs absorbent 51,6 % du total des transferts d'armements conventionnels au cours de la décennie 1997-2006. La Chine est en tête, avec 10,1 % des importations mondiales. Elle est suivie, dans l'ordre, par l'Inde (6,9 %), Taiwan (6,3 %), la Grèce (5,3 %), la Turquie (4,5 %), la Corée du Sud (4,4 %), les Émirats arabes unis (4,2 %), l'Arabie saoudite (3,9 %), l'Égypte (3,1 %) et Israël (3,0 %).

Le tableau 6 donne une ventilation détaillée des ventes des 10 principaux exportateurs vers les 50 principaux importateurs ; cette présentation couvre plus de 90 % des transferts. La présentation détaillée des 50 principaux exportateurs et importateurs d'armements conventionnels pour la période 1997-2006 est reprise en annexe aux tableaux 7 et 8. Rappelons qu'il s'agit d'indicateurs de tendance (TIV, Trend Indicator Value) établis par le SIPRI, en millions de dollars US, aux prix et taux de change de 1990.

La Russie, challenger agressif des États-Unis

Au coude à coude depuis plusieurs années avec les États-Unis, la Russie compte pour 22,3 % du total des transferts internationaux d'armements conventionnels réalisés au cours de la décennie 1997-2006, et pour 24,8 % de ce total en ce qui concerne l'année 2006. Cette position s'explique notamment par la méthode de calcul du SIPRI, qui reflète une tendance et non une valeur financière,

car la Russie vend dans l'ensemble des équipements meilleur marché que les autres exportateurs majeurs. L'industrie russe de l'armement reste très largement tributaire des exportations, sans lesquelles sa viabilité est improbable. Les autorités ont indiqué à plusieurs reprises leur intention de réduire cette dépendance excessive à l'égard des marchés extérieurs par d'importants programmes d'acquisition pour les forces armées russes (notamment, plus de 1 000 nouveaux avions entre 2007 et 2015), mais la réalisation effective de ces programmes reste en question.

La Russie n'a jamais dissimulé sa volonté de retrouver le rang qu'elle occupait à l'époque soviétique, mais accroître sa part de marché sera un défi difficile à relever. Les officiels russes admettent en effet que les matériels vendus aujourd'hui sont le fruit de développements datant des années 1970 et 1980 mais que, faute d'investissements suffisants en R&D, la Russie n'est plus capable d'offrir des matériels technologiquement compétitifs. La qualité des matériels russes est nettement en dessous des standards occidentaux : seulement 1 % des producteurs russes d'armements répondent aux normes de qualité ISO9000. À moins d'une amélioration de la qualité, le risque est aujourd'hui de voir la position russe continuer à se dégrader face aux compétiteurs occidentaux.

Relations avec la Chine et l'Inde

La Chine et l'Inde restent actuellement, de loin, les principaux marchés pour l'armement russe (tableau 6), et les manœuvres conjointes menées en 2005 avec ces deux pays sont donc surtout à voir comme une forme de « marketing opérationnel ». En 2006, la Chine et l'Inde ont représenté respectivement 47,0 % et 18,5 % des exportations russes d'armements.

La Chine est le principal importateur mondial et a représenté, en 2006, 47 % du total des exportations d'armements de la Russie dont elle est le premier client depuis plusieurs années. Inversement, 95,5 % des importations d'armements de la Chine sont d'origine russe. Bien qu'il y ait peu de chance que d'autres fournisseurs ne menacent sérieusement la position privilégiée de la Russie sur le marché chinois, il est vraisemblable que la Russie devra à l'avenir consentir à adopter une attitude plus souple en ce qui concerne les transferts de technologie. La Chine poursuit un effort

continu pour devenir autosuffisante en matière de production de systèmes d'armement. Elle est dès lors davantage intéressée par l'achat de composants ou de sous-systèmes de hautes technologies dans le but de les copier, plutôt que par l'acquisition de systèmes d'armes complets ou de programmes de développement communs.

L'Inde est le second principal importateur d'armement au niveau global et représente 6,9 % du total mondial pour la période 1997-2006. Ce pays est aussi le second plus important acheteur d'armement à la Russie et a compté pour 18,5 % des exportations russes d'armements conventionnels en 2006. Vu du côté de l'Inde, 71,6 % des importations d'armements étaient d'origine russe au cours de l'année 2006. Comme la Chine, l'Inde poursuit un objectif d'autonomie en matière de production d'armes, mais contrairement à son voisin chinois, elle marque une certaine préférence pour la mise en œuvre de programmes communs indo-russes. La position russe sur le marché indien est cependant bien moins ancrée que sur le marché chinois. En effet, l'Inde a sensiblement amélioré ses relations tant avec l'Union européenne qu'avec les États-Unis et dispose désormais de multiples options pour ses acquisitions.

De plus, méfiante depuis l'embargo décrété à son égard par l'Union européenne et les États-Unis en 1998, au cours duquel de nombreux systèmes d'armes indiens étaient inopérants faute de pièces de rechange, l'Inde insiste à présent pour inclure une clause de support et de service après-vente sans restriction et garantie sur une longue période. Le Royaume-Uni a accepté une clause de ce type pour 25 ans à la suite de la vente de ses avions d'entraînement de type *Hawk*. Israël est également devenu un important fournisseur de l'Inde et est actuellement au second rang après la Russie : 8,6 % des importations indiennes d'armements provenaient d'Israël en 2006. Les États-Unis étaient en 2006 le quatrième fournisseur de l'Inde, n'apportant que 4,7 % des importations indiennes, derrière la Pologne. Ils devront, pour améliorer leur position en Inde, convaincre leur client que les risques d'embargos sont désormais faibles ou inexistantes, et sont handicapés par leur volonté de poursuivre simultanément leurs livraisons d'armements avancés au Pakistan.

À la recherche de nouveaux horizons : le Venezuela et l'Algérie

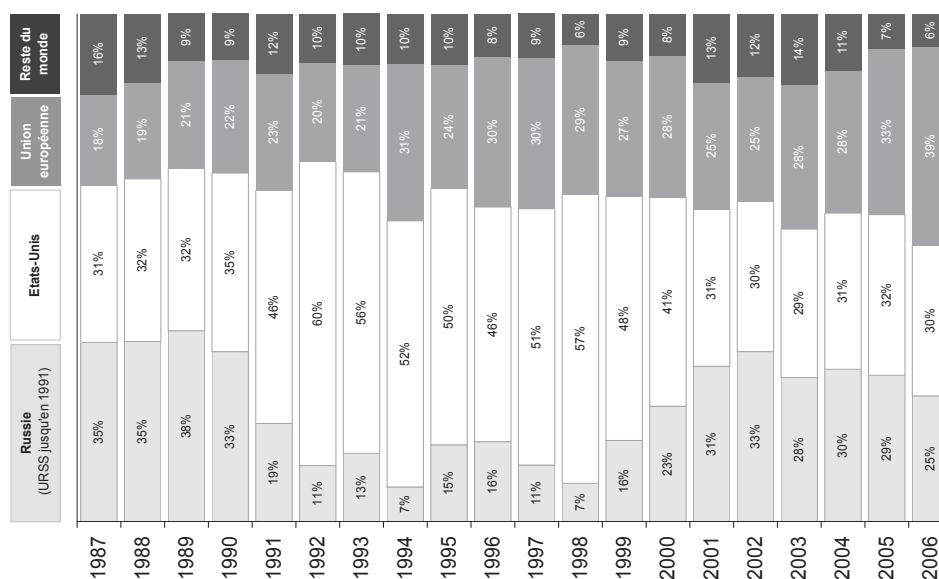
Cette très forte dépendance à l'égard de deux pays (plus de 65 %), conduit la Russie à une recherche active de nouveaux clients. Un contrat très important a ainsi été conclu avec le Venezuela (5,4 % du total en 2006), et cela en dépit d'une forte opposition des États-Unis. Ceux-ci ont en effet interdit toute vente d'équipement américain au Venezuela ainsi que, depuis 2005, la vente de tout équipement militaire comportant des composants d'origine américaine. En outre, les États-Unis ont clairement laissé entendre que même la vente de matériels militaires sans aucun composant américain pourrait avoir des répercussions pour les firmes impliquées. Ces décisions ont fortement compliqué l'approvisionnement du Venezuela, aujourd'hui isolé tant pour ses nouvelles acquisitions que pour la modernisation de son équipement plus ancien de matériel d'origine américaine, notamment depuis le refus d'Israël d'entreprendre la modernisation des avions de combat F-16 vénézuéliens. La Russie s'est précipitée dans la brèche, avec des contrats d'armements estimés à plus de 3,4 milliards pour les années à venir, et un potentiel de 3 milliards supplémentaires pour des systèmes de défense aérienne, des sous-marins et d'autres systèmes d'armes.

L'Algérie (1,6 % des ventes russes en 2006) est également un marché en plein développement pour la Russie, avec des commandes pour plus de 10,5 milliards de dollars signées en 2006. La Russie cherche simultanément à développer ses ventes au Maroc voisin, qui ressent généralement les ventes russes à l'Algérie comme une menace.

L'Iran : la pomme de discorde

L'Iran était le troisième client en importance pour l'année 2006 et a compté pour 12,3 % du total des exportations russes d'armements. Les rares autres fournisseurs de l'Iran sont le Belarus, la Chine, la Corée du Nord et l'Ukraine, pour les armements peu sophistiqués, mais la Russie est le pays susceptible de fournir à l'Iran des systèmes d'armes plus avancés. Aucun embargo n'interdisant formellement la vente d'armements à l'Iran – hormis les restrictions prévues par la résolution des Nations unies 1737 du 23 décembre 2006 portant

**Graphique 5. Transferts internationaux d'armements conventionnels
Union européenne, États-Unis et Russie, en % du total mondial, 1987-2006**



Source : SIPRI Arms Transfers Database, URL <<http://armstrade.sipri.org/>>

sur les composants et technologies liés au nucléaire militaire - la Russie a activement poursuivi ses objectifs commerciaux, notamment pour la vente de systèmes de défense aérienne Tor-M1 (SA-15) et S-300 (SA-15). Une fois en place, ces systèmes avancés seraient l'un des seuls obstacles efficaces face à une éventuelle attaque des sites suspectés par les États-Unis d'abriter des capacités nucléaires militaires.

Le Moyen-Orient est le réceptacle du quart de l'ensemble des transferts d'armements conventionnels depuis les années 1950. L'armement de l'Iran reste cependant dérisoire au regard des acquisitions réalisées par Israël et par les pays membres du Gulf Cooperation Council (GCC) – Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar). Au cours de la dernière décennie (1997-2006), les acquisitions d'Israël et du GCC, principalement auprès des États-Unis, se sont élevées à respectivement 6,6 et 21,5 milliards, soit un total de plus de 28 milliards de dollars (selon le SIPRI, aux prix et taux de change de 1990). Sur la même période, les acquisitions iraniennes n'ont représenté que 16 % de ce total (4,5 milliards)¹³.

L'État reprend la main

Le SIPRI souligne que pour la première fois, la Russie a offert à partir de 2006 des facilités de

crédit à ses acheteurs d'armements. Bien que ces facilités soient des mesures habituelles dans les pays occidentaux, la Russie avait jusqu'à ce jour toujours exigé le paiement comptant en raison de sa situation financière précaire. Parallèlement, en janvier 2007, le président Vladimir Poutine a institué par décret l'agence gouvernementale *Rosoboron-export* comme unique agence compétente pour l'exportation de systèmes d'armes, ôtant ainsi à quatre grands groupes industriels le droit de contracter directement. Officiellement destinée à éviter la concurrence entre firmes russes pour les marchés extérieurs, la mesure a surtout pour objectif de procurer de nouvelles recettes à l'État russe dans la mesure où les firmes rémunèrent *Rosoboronexport* pour les services rendus à hauteur de 5 à 15 % de la valeur des contrats.

Le décret du président Poutine prévoit aussi que les profits de *Rosoboronexport* doivent être réinvestis dans les programmes de recherche et développement, ce qui accroît encore davantage le contrôle étatique sur les programmes de R&D. Ces récentes décisions politiques et commerciales, ainsi qu'une posture ignorant totalement les pres-

13. Pour une analyse détaillée des transferts d'armes américaines au Moyen-Orient, voir Caroline Pailhe, *Les transferts d'armes américaines au Moyen-Orient : la politique pyromane de Washington*, Rapport du GRIP 2007/6.

sions américaines, révèlent de la part de la Russie une attitude de plus en plus agressive pour gagner de nouveaux marchés à l'exportation et diversifier sa clientèle.

L'Union européenne

Six pays membres de l'Union européenne figurent parmi les 10 premiers fournisseurs d'armements conventionnels dans le monde au cours de la décennie 1997-2006 avec des parts de marché comprises entre 8,7 et 1,7 % ; Il s'agit par ordre d'importance de : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Italie et la Suède. Ensemble, ce groupe de 6 pays européens a représenté 27,2 % du total des transferts internationaux d'armements conventionnels au cours de la période 1997-2006. Cependant, pour la seule année 2006, ce pourcentage grimpe à 34,8 % du total mondial, ce qui fait de ce groupe de 6 pays européens, et donc de l'Union européenne, le premier exportateur mondial d'armement, devant les États-Unis et la Russie.

L'intégration de nouveaux membres disposant d'une importante base industrielle de production d'armement, notamment la Pologne et la République tchèque, a sensiblement renforcé la position de l'Union européenne sur le marché mondial des armements. Le graphique 5 représente l'évolution de la part de marché de l'ensemble des pays constituant l'Union européenne en 2007 au cours des vingt dernières années (1987-2006)¹⁴. Les exportations d'armements conventionnels de l'ensemble des pays membres l'Union européenne en 2007 ont représenté 39 % de total mondial en 2006. Pour la première fois de l'histoire, l'Union européenne se profile ainsi comme le premier exportateur mondial d'armement, devant les États-Unis (30 %) et devant la Russie (25 %). Évaluée à 17 % du marché mondial en 1987, à une époque où la Russie dominait encore largement, la part de marché européenne a donc plus que doublé en vingt ans. Cette évolution impressionnante n'est pas le fait de l'adhésion progressive de nouveaux membres, notamment les pays d'Europe centrale et orientale, mais bien des pays qui constituent le noyau historique de l'Union européenne. Tout au long de la période 1987-2006, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède ont été à l'origine de plus de 96 % du total des exportations européennes d'armement.

À première vue, le graphique 5 semble donc indiquer une forte érosion de la position de leader des États-Unis sur le marché mondial des armements conventionnels. Il semblait également, au tournant du siècle, que ce recul de la position américaine profitait principalement à la Russie, et dans une moindre mesure à l'Union européenne. Les deux dernières années indiquent cependant un tassement de la Russie et une montée en puissance de l'Union européenne. Il faut toutefois interpréter ces chiffres avec prudence. En effet, une partie importante des transferts attribués à l'Union européenne ne traduit pas une exportation de l'Union européenne vers le reste du monde mais bien des transferts intra-communautaires, entre pays de l'Union européenne. De plus, les transferts d'armes de l'Union européenne comportent une part importante de sous-systèmes et de composants d'origine américaine.

Ces deux facteurs relativisent sensiblement l'importance de la part européenne du marché mondial. Néanmoins, le poids des transferts intra-communautaires et des apports américains dans l'armement européen ne sont pas des éléments nouveaux. Ils ont existé tout au long de la période observée et on peut affirmer sans erreur que la part européenne est en progrès significatif. Selon le neuvième rapport annuel du groupe COARM de l'Union européenne, établi en application du point 8 du dispositif du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements¹⁵, 38,4 % des licences européennes d'exportations d'armements et 36,8 % des livraisons effectives de l'année 2006 concernaient des transferts intra-communautaires. Nets de ces transferts intra-communautaires, on peut estimer que les transferts européens vers le reste du monde ont tout de même représenté environ 25 % du total mondial en 2006.

14. La série « Union européenne » du graphique 5 correspond au total de l'ensemble des pays membres de l'Union européenne au 1er janvier 2007. Il faut cependant souligner qu'au cours des vingt dernières années, plus de 96 % du total des exportations européennes ont été le fait des huit principaux exportateurs européens d'armement, tous membres historiques de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède). Autour des années 1990, les exportations des pays anciennement membres du Pacte de Varsovie étaient insignifiantes et inférieures à 0,1 % du total mondial. Le fait de les incorporer dès 1987 dans un agrégat représentant l'Union européenne actuelle n'affecte donc en aucune façon notre analyse et l'allure du graphique.

15. Disponible sur le site du GRIP : http://www.grip.org/research/bd/trf/rap_gov_be/2006COARM9fr.pdf

En d'autres termes, il semble qu'en dépit de la sévérité du Code de conduite européen en matière d'exportations d'armes et malgré des législations nationales toujours plus contraignantes, l'Union européenne parvient à consolider, voire renforcer, sa position sur le marché de l'armement. À cet égard, nous noterons que l'Union européenne poursuit deux objectifs difficilement compatibles. L'UE a pris plusieurs initiatives pour améliorer et renforcer les instruments juridiques et le droit international sur la maîtrise des armements. Ce travail doit être poursuivi mais il devrait, in fine, pouvoir se mesurer par de réelles diminutions des flux d'armements à travers le monde.

Cependant, une approche par la demande consistant à durcir sans cesse les critères permettant à un pays tiers (le plus souvent moins développé) d'importer de l'armement ne suffit pas. Elle élude le problème de l'offre et masque ainsi une contradiction inhérente à un système économique qui a choisi de confier au « marché » la production et le commerce des armes : la croissance, en d'autres termes produire toujours plus, donc vendre et exporter toujours davantage, est une condition sine qua non à la survie des groupes d'armement. À moins de chercher à compenser une diminution des transferts internationaux par un accroissement important de la demande intracommunautaire – et donc des budgets nationaux consacrés à l'armement – il sera toujours illusoire de vouloir simultanément réduire

les transferts globaux d'armements et accroître la compétitivité des industries de l'armement.

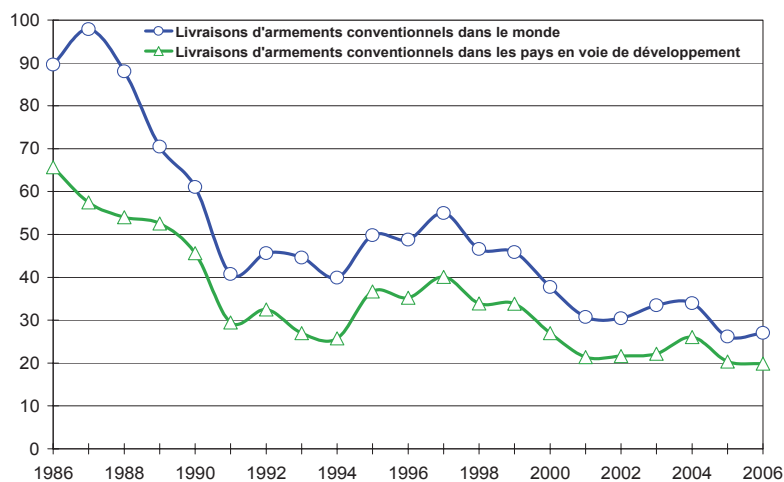
3.3. Premières destinations : les pays en voie de développement

S'il est incontestable que les transferts internationaux totaux d'armements conventionnels ont chuté de manière spectaculaire au cours du quart de siècle écoulé – elles ont été divisées par deux depuis le sommet atteint en 1982 (graphique 4) – le CRS démontre clairement que l'essentiel de ces transferts est toujours destiné aux pays en développement.

Entre 1999 et 2006, selon le CRS, environ 70 % des livraisons totales d'armements conventionnels étaient destinées aux pays en voie de développement. Cette proportion s'était légèrement tassée à partir de 1999, jusqu'à se réduire à 66,2 % en 2003. Cette tendance est cependant démentie par les résultats des trois dernières années.

Les économies les plus faibles continuent donc à absorber la majeure partie des livraisons d'armements conventionnels produits dans les pays les plus riches de la planète : plus des deux tiers des livraisons d'armements conventionnels aboutissent dans les pays en développement.

Graphique 6. Les livraisons effectives d'armements conventionnels au niveau mondial et vers les pays en développement, 1986-2006
(en milliards de dollars, aux prix de 2006)



Source : Richard F. Grimmert, 2007, <http://www.opencrs.com/document/RL34187> et éditions antérieures.

4. Valeur financière du commerce mondial des armements

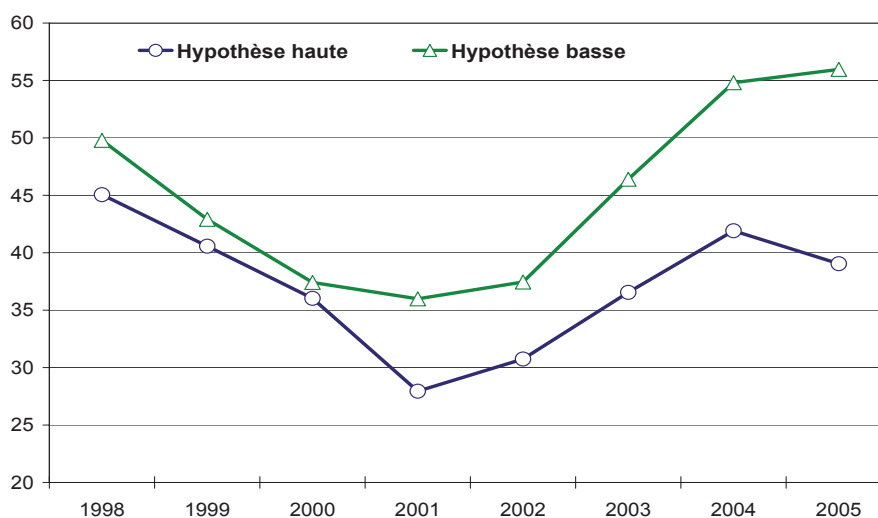
Le SIPRI souligne que ses indicateurs de tendance n'ont pas été conçus pour mesurer le commerce des armes en termes monétaires et économiques. Une mesure financière du commerce des armes nécessite l'addition des données établies individuellement par les États, or ceux-ci ont chacun leur méthodologie et leur définition de ce qu'il faut entendre par « arme » ou « équipement militaire ». De plus, certains pays publient plusieurs rapports, tous « officiels », mais basés sur des sources ou une approche différentes : tantôt les chiffres du commerce extérieur, tantôt les données relatives aux licences accordées par les ministères compétents, ou encore les déclarations des entreprises. D'autre part, il arrive que des rapports procèdent à une révision des données publiées l'année précédente, sans explication et dans des proportions très importantes. À titre d'exemple, le SIPRI cite le rapport américain du Congressional Research Service dont l'édition 2003 évalue la valeur des livraisons américaines d'armements à 9,53 milliards de dollars pour l'année 2001, alors que l'édition 2004 de ce rapport indique un montant de 22,34

milliards pour cette même année 2001. Nous avons également souligné la divergence importante entre les estimations du SIPRI et celles du CRS pour les dernières années.

Pour toutes ces raisons, le SIPRI a calculé une hypothèse haute et une hypothèse basse pour l'évaluation financière du commerce mondial des armements conventionnels (graphique 7). Selon ces calculs portant sur l'année 2005, dernière année pour laquelle des données suffisantes sont disponibles, le commerce mondial des armements se situe dans une fourchette de 36 à 59 milliards de dollars (aux prix et taux de change de 2005), ce qui représente entre 0,30 % et 0,44 % des échanges commerciaux mondiaux de biens et services, estimés à 12 822 milliards de dollars en 2005, selon le Fonds monétaire international¹⁶. Cette proportion était comprise entre 0,66 et 0,73 % des exportations mondiales de biens et services en 1998 et n'a cessé de décroître au cours des huit dernières années. Malgré leur tendance à la hausse depuis 2001 selon le SIPRI, les exportations d'armements représentent une part des échanges mondiaux.

16. Fonds monétaire international, *World Economic and Financial Surveys*, World Economic Outlook Database, October 2007, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2007/02/weo-data/index.aspx>

Graphique 7. Valeur financière du commerce international des armements conventionnels, 1998-2005
(en milliards de dollars aux prix de 2005)



Source : http://www.sipri.org/contents/armstrad/at_gov_ind_data.html

5. Désarmement et développement

Dans la littérature économique, le poids des dépenses militaires dans l'économie d'un pays est généralement estimé par deux indices : la part que représentent ces dépenses militaires dans le revenu total du pays, mesuré par le PIB¹⁷ (ou le RNB¹⁸), et le niveau de ces dépenses militaires par habitant. L'utilisation de cette sorte d'étalon universel qu'est le PIB pour les économistes néoclassiques est toutefois discutable, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de justifier un niveau de dépenses militaires. Les dépenses militaires sont l'expression budgétaire d'une réponse politique au contexte géostratégique et à la perception d'une menace à un moment donné. Établir le ratio « dépenses militaires/PIB » *a priori* comme un objectif strictement économique à atteindre revient à légitimer un lien mécanique entre la croissance de l'économie en général et celle des dépenses militaires : plus on a de richesses, et plus on serait en droit de dépenser pour les défendre. Si ce lien mathématique est défendable pour les dépenses publiques de santé, d'éducation ou encore d'environnement – plus nous sommes riches, et plus nous avons la possibilité de dépenser pour améliorer notre bien-être, notre savoir, notre cadre de vie – il a cependant peu de sens pour les dépenses publiques militaires, qui sont d'abord une fonction de facteurs exogènes (une « menace », un contexte géopolitique).

Force est toutefois de constater que cette « religion » du PIB est celle de toutes les organisations internationales. Faute de mieux, elle est la seule méthode disponible et standardisée pour comparer le fardeau économique que constituent les dépenses militaires, selon les pays et dans le temps. C'est aussi le rapport au PIB qui nous permettra de comparer le niveau des dépenses militaires à celui d'autres dépenses publiques, par exemple en matière de santé ou d'éducation. De telles comparaisons sont difficiles sur des pays isolés ou sur des échantillons trop petits, notamment parce que les données disponibles concernent uniquement la partie publique ou gouvernementale de ces dépenses, alors qu'il existe de nombreux pays où ces dépenses sociales sont, au moins partiellement, confiées au secteur privé. Ces comparaisons restent cependant pertinentes

pour autant qu'on se réfère à des données agrégées pour un large échantillon de pays.

Cet exercice difficile est réalisé chaque année par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans son « Rapport mondial sur le développement humain » dont sont extraites les données du tableau 9. Ce tableau compare les flux des dépenses militaires et des aides au développement versées par les pays les plus riches. En 1992 à Rio, lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, les pays industrialisés s'étaient engagés à porter l'aide au développement à 0,7 % de leur PIB. Selon le PNUD, en 1990, les pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont consacré en moyenne 0,33 % de leur revenu national brut (RNB) au titre de l'*Aide publique au développement* (APD) vers les pays en développement. L'aide des États-Unis s'élevait à 0,21 % de son PIB. Treize ans plus tard, en 2005, la situation est inchangée et seuls les pays nordiques (Danemark, Norvège et Suède), les Pays-Bas et le Luxembourg honorent actuellement leurs engagements avec plus de 0,8 % du PIB consacrés à l'aide au développement.

Le SIPRI se livre à un exercice similaire en se fondant sur les données de la Banque mondiale. Les données du tableau 10 nous apprennent que, en 2001, les 32 pays à revenu élevé, qui sont aussi les principaux dispensateurs de l'aide au développement, ont dépensé en moyenne 10 fois plus pour leurs dépenses militaires (555 milliards de dollars) que pour l'aide qu'ils ont accordée à titre d'assistance

17. **PIB (produit intérieur brut)** : Somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidant dans une économie, majorée de toutes les taxes sur les produits (hors subventions) non incluses dans la valorisation de la production. Le calcul du PIB ne tient pas compte des déductions au titre de l'amortissement des biens d'équipement manufacturés ou de l'épuisement et de la dégradation des ressources naturelles. La valeur ajoutée correspond à la production nette d'un secteur, après addition de toutes les composantes de cette production et déduction des facteurs intermédiaires.

18. **RNB (revenu national brut)** : Somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidant dans une économie, majorée, d'une part, de toutes les taxes sur les produits (hors subventions) non incluses dans la valorisation de la production et, d'autre part, de toutes les recettes nettes de revenu primaire (rémunération des salariés et des biens immobiliers situés à l'étranger). La valeur ajoutée correspond à la production nette d'un secteur, après addition de toutes les composantes de cette production et déduction des facteurs intermédiaires.

au développement des pays les plus pauvres (52,9 milliards de dollars). La dernière colonne du tableau 10 nous indique aussi que la dette agrégée (533 milliards de dollars) des 58 pays à faible revenu est approximativement égale à la somme des dépenses militaires des 32 pays les plus riches. En d'autres mots, une année de dépenses militaires des pays les plus riches suffirait à effacer l'entièreté de la dette des pays les plus pauvres.

Ces comparaisons ont au minimum le mérite de nous rappeler certains ordres de grandeurs. Dans son édition 1997 du « Rapport mondial sur le développement humain », le PNUD soulignait déjà que 80 milliards de dollars par an suffiraient pour fournir à tous les habitants des pays en développement un accès aux services sociaux de base et à les sortir de la plage de l'extrême pauvreté. Ce chiffre, qui ne représentait que 10 % des dépenses militaires mondiales, est là pour nous rappeler que l'éradication de la pauvreté absolue est parfaitement dans les moyens de l'humanité. Le véritable obstacle n'est pas un manque de ressources, mais un déséquilibre dans leur affectation et un manque d'engagement politique. Ce déséquilibre crée des conditions propices à l'émergence de nouvelles menaces qui, à leur tour, confortent les arguments favorables aux développements de nouvelles générations d'armements, grevant davantage encore les ressources disponibles.

L'insuffisance de l'aide au développement et la recrudescence du commerce des armes – dont

les flux restent très majoritairement orientés des pays riches vers les plus pauvres et les plus instables – compromettent fortement les chances d'atteindre les « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD) fixés pour 2015 par les chefs d'État, lors du Sommet du millénaire en 2000. La logique du désarmement générateur de développement a été reconnue pour la première fois lors de la Conférence internationale de New York, sous l'égide des Nations unies, du 24 août au 11 septembre 1987.

Depuis, nombreux sont ceux qui ont plaidé pour la relation inverse, privilégiant le développement comme un élément déterminant pour le succès du désarmement. Est-il vraiment nécessaire de débattre encore sur l'évidence d'une causalité cumulative dans la relation désarmement-développement : il n'y a pas de développement sans sécurité ni de sécurité sans développement. Une meilleure sécurité, grâce en particulier à la prévention et à la résolution des conflits, ne pourra que favoriser la réalisation des OMD, et le degré de réalisation des OMD pourra se mesurer par un niveau de sécurité plus élevé pour tous. Les gouvernements doivent dès à présent agir en conséquence, par une révision profonde de leurs priorités budgétaires et de leurs politiques industrielles et commerciales en matière de production et de commerce des armes.

Tableau 1. Dépenses militaires mondiales, par régions, 1988-2006
(en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2005)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	% variation 1988-2006	% variation 1996-2006	
Monde	1 193,0	1 176,0	1 136,0	..	960,0	928,0	898,0	855,0	831,0	844,0	834,0	844,0	876,0	982,0	948,0	1 016,0	1 072,0	1 119,0	1 158,0	-2,9%	-9,9%	39,4%
<i>Régions</i>																						
Afrique	12,1	13,1	12,6	11,4	10,7	10,6	11,7	11,1	10,0	10,3	11,1	12,3	13,0	13,2	14,4	14,0	14,8	15,3	15,5	28,1%	28,1%	55,0%
Afrique du Nord	3,1	3,9	3,2	3,3	3,6	3,7	4,3	4,2	4,2	4,4	4,6	4,6	5,0	5,2	5,6	5,7	6,2	6,5	6,5	110%	110%	54,8%
Afrique sub-saharienne	9,0	9,1	9,4	8,1	7,1	6,9	7,4	7,0	5,8	5,8	6,5	7,7	8,0	8,0	8,9	8,3	8,6	8,8	9,0	0%	0%	55,2%
Amérique	525,0	521,0	494,0	434,0	457,0	438,0	414,0	397,0	374,0	375,0	367,0	368,0	381,0	387,0	431,0	481,0	522,0	549,0	575,0	10%	10%	53,7%
Amérique du Nord	499,0	494,0	473,0	416,0	438,0	416,0	391,0	370,0	350,0	347,0	340,0	341,0	354,0	357,0	398,0	453,0	493,0	518,0	542,0	9%	9%	54,9%
Amérique Centrale	2,4	2,5	2,6	2,8	3,0	3,2	3,8	3,4	3,5	3,7	3,6	3,8	3,9	3,9	3,7	3,8	3,5	3,5	3,5	46%	46%	0,0%
Amérique du Sud	23,9	23,7	18,2	14,7	15,5	18,7	18,6	23,0	20,8	24,1	23,2	22,5	23,3	26,3	27,4	24,5	25,1	27,4	29,1	22%	22%	39,9%
Caribes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Asie et Océanie	102,0	106,0	110,0	112,0	116,0	121,0	121,0	124,0	128,0	131,0	132,0	136,0	139,0	146,0	153,0	160,0	167,0	176,0	185,0	81%	81%	44,5%
Asie Centrale	..	..	..	..	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	..	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	..	..	83,3%
Asie de l'Est	76,4	79,8	83,3	85,9	91,2	92,4	93,0	94,7	98,6	99,6	100,0	100,0	103,0	109,0	116,0	121,0	126,0	131,0	138,0	81%	81%	40,0%
Asie du Sud	15,0	15,7	15,8	15,3	15,1	16,6	16,7	17,5	17,6	19,6	20,2	22,6	23,4	24,2	24,3	25,0	25,8	29,0	30,7	105%	105%	74,4%
Océanie	10,7	10,5	10,4	10,5	10,7	11,0	11,1	10,8	10,7	10,9	11,4	11,9	11,8	12,2	12,7	13,2	13,8	14,3	15,0	40%	40%	40,2%
Europe	513,0	497,0	467,0	..	326,0	314,0	307,0	282,0	279,0	283,0	275,0	280,0	287,0	287,0	294,0	302,0	306,0	309,0	310,0	-40%	-40%	11,1%
Europe Centrale	15,8	14,2	14,3	11,1	12,8	14,2	14,7	15,0	14,4	14,8	14,7	14,4	14,4	14,9	15,2	15,7	15,7	16,0	16,7	6%	6%	16,0%
Europe Orientale	218,0	203,0	171,0	..	43,5	38,7	38,8	23,8	21,1	23,7	15,6	15,9	21,4	23,4	25,8	27,6	28,9	34,2	38,3	-82%	-82%	81,5%
Europe de l'Ouest	279,0	280,0	282,0	280,0	269,0	261,0	254,0	243,0	243,0	244,0	245,0	249,0	251,0	249,0	253,0	259,0	262,0	258,0	255,0	-9%	-9%	4,9%
Moyen Orient	40,2	39,1	53,3	59,8	49,0	45,0	44,1	41,4	40,7	46,1	49,3	48,9	55,8	58,4	55,9	62,8	62,8	70,5	72,5	80%	80%	78,1%
<i>Organisations</i>																						
ASEAN	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12,9	11,7	11,7	11,8	12,5	13,2	14,8	14,9	15,3	15,9	..	..	23,3%
CEI	..	..	..	..	..	..	..	..	..	24,3	16,2	16,5	22,0	24,0	26,5	28,4	29,8	35,2	39,4	..	..	62,1%
UE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	222,0	221,0	225,0	227,0	226,0	230,0	238,0	254,0	252,0	248,0	..	..	11,7%
OTAN	..	..	..	..	..	..	..	..	..	574,0	568,0	583,0	596,0	598,0	645,0	705,0	753,0	775,0	797,0	..	..	38,9%
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	672,0	666,0	673,0	689,0	691,0	739,0	801,0	845,0	868,0	891,0	..	..	32,6%
OPEP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	34,5	36,4	35,3	40,6	43,4	39,9	41,7	45,9	51,8	56,9	..	..	64,9%
OSCE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	629,0	615,0	621,0	641,0	644,0	694,0	756,0	800,0	827,0	853,0	..	..	35,6%

Source : SIPRI Military Expenditure Database, http://www.sipri.org/contents/milap/milap/mex_wmr_table.html

Note : lorsque les données relatives à un pays sont manquantes, il est procédé à une estimation en supposant que le taux de variation pour ce pays est identique à celui de la région à laquelle il appartient. Lorsqu'une estimation raisonnable est impossible pour un pays donné, ce pays est exclu du total. Les pays ainsi exclus sont : Angola, Bénin, Cuba, Guinée équatoriale, Guyane, Haïti, Irak, Myanmar (Burma), Corée du Nord, Qatar, Somalie, Trinidad et Tobago, et Vietnam.

'Souligné = total sous-régional basé sur les données de pays représentant moins de 90 % du total sous-régional

'.. = non significatif : les données disponibles représentant moins de 60 % du total sous-régional

Cellule vide : donnée non disponible.

Tableau 2. Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 1988-2006
(en millions de dollars, aux prix et taux de change de 2005, souligné = estimation du SIPRI)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Union européenne (UE)																			
1 Allemagne	55 627	55 475	58 464	55 134	52 436	47 139	43 962	43 238	42 395	40 854	40 993	41 822	41 147	40 474	40 604	40 044	38 816	38 060	36 984
2 Autriche	2 816	2 787	2 818	2 831	2 749	2 775	2 787	2 763	2 738	2 743	2 751	2 808	2 875	2 879	2 632	2 741	2 746	2 687	2 676
3 Belgique	6 740	6 636	6 510	6 418	5 270	5 004	4 977	4 875	4 783	4 723	4 722	4 788	4 783	4 673	4 434	4 482	4 409	4 210	4 331
4 Bulgarie	--	1 930	2 053	1 124	848	840	876	649	443	412	478	542	559	619	624	637	622	641	665
5 Chypre	299	307	456	448	613	275	289	259	390	494	441	273	291	344	235	228	237	234	239
6 Danemark	3 813	3 719	3 722	3 789	3 720	3 730	3 636	3 588	3 610	3 655	3 685	3 673	3 553	3 774	3 728	3 618	3 638	3 467	3 770
7 Espagne	12 204	12 632	11 829	11 461	10 599	11 524	10 377	10 751	10 504	10 599	10 418	10 690	11 073	11 214	11 483	11 374	11 741	11 826	12 328
8 Estonie	--	--	--	--	37	49	63	62	61	81	86	106	126	147	175	202	213	204	225
9 Finlande	2 154	2 148	2 186	2 283	2 324	2 259	2 222	1 999	2 214	2 381	2 434	2 120	2 234	2 129	2 171	2 521	2 673	2 744	2 791
10 France	57 112	57 812	57 556	57 931	56 108	55 487	55 772	53 011	51 738	51 926	50 535	50 979	50 395	50 225	51 257	52 643	54 018	52 917	53 091
11 Grèce	6 754	6 332	6 402	6 072	6 310	6 159	6 285	6 399	6 783	7 228	7 876	8 245	8 701	8 508	8 350	8 361	8 455	9 236	9 642
12 Hongrie	3 424	2 844	2 418	1 886	1 765	1 576	1 565	1 202	1 122	1 350	1 217	1 401	1 507	1 662	1 621	1 742	1 612	1 596	1 353
13 Irlande	660	657	856	846	851	860	889	907	956	1 012	1 022	1 057	1 085	1 177	1 133	1 104	1 083	1 141	1 121
14 Italie	30 137	30 372	29 215	29 627	28 775	28 929	28 214	25 768	28 404	29 781	30 763	31 969	34 102	33 543	34 459	34 853	34 853	33 531	29 891
15 Lettonie	--	--	--	--	--	62	72	70	54	53	56	73	92	115	188	217	234	274	308
16 Lituanie	--	--	--	--	--	91	49	51	60	98	171	147	242	242	264	305	319	308	335
17 Luxembourg	145	133	139	153	160	146	161	157	161	174	187	190	194	243	256	267	272	296	319
18 Malte	33	33	29	40	35	38	40	40	43	42	39	37	36	39	38	39	42	41	39
19 Pays-Bas	11 365	11 472	11 060	10 752	10 690	9 824	9 473	9 189	9 242	9 147	9 114	9 557	9 116	9 352	9 944	9 479	9 549	9 568	9 751
20 Pologne	6 718	5 672	6 012	4 165	4 110	4 555	4 395	4 423	4 653	4 900	5 073	4 989	4 874	4 990	5 073	5 311	5 615	5 880	6 330
21 Portugal	2 884	3 027	3 112	3 208	3 294	3 189	3 102	3 331	3 212	3 282	3 210	3 378	3 479	3 617	3 719	3 636	3 882	4 183	3 980
22 Roumanie	3 474	3 571	3 545	3 449	2 714	1 637	1 951	1 899	1 845	2 069	1 879	1 696	1 614	1 693	1 684	1 737	1 868	1 948	2 100
23 Royaume-Uni	62 982	62 027	60 696	62 348	58 560	56 393	54 579	50 818	50 554	48 276	47 691	47 529	47 778	48 760	50 949	57 452	60 234	60 076	59 213
24 Slovaquie	--	--	--	--	--	651	672	1 190	1 182	852	744	650	676	761	771	818	760	824	873
25 Slovénie	--	--	--	--	420	360	350	399	409	393	392	369	336	412	457	476	505	514	610
26 Suède	6 402	6 474	6 605	6 209	6 035	6 020	6 000	6 018	3 958	5 780	5 954	6 178	6 411	5 993	5 833	5 791	5 450	5 521	5 271
27 Tchèque, République	--	--	--	--	--	1 846	1 906	1 828	1 813	1 715	1 862	2 019	2 082	2 003	2 140	2 325	2 231	2 210	2 264
TOTAL UE	276 744	276 060	275 683	270 174	258 423	251 217	244 654	234 894	233 327	234 120	233 802	237 281	239 361	239 288	243 622	252 289	256 077	254 137	250 500
Pays candidats																			
28 A.R.Y. de Macédoine	--	--	--	--	--	--	--	--	125	97	101	89	102	325	142	129	136	127	121
29 Croatie	--	--	--	--	1 669	1 784	1 798	2 246	1 800	1 559	1 570	1 231	867	795	785	737	623	613	684
30 Turquie	6 988	8 086	9 770	10 044	10 564	11 680	11 420	11 732	13 134	13 684	14 339	15 832	15 322	14 046	13 265	11 851	10 778	10 301	11 291
États-Unis (US)	483 994	479 060	457 648	401 949	424 705	402 375	377 867	357 382	337 946	336 185	328 611	329 421	342 172	344 932	387 303	440 813	480 451	504 638	528 692
Monde (M)	1 193 000	1 176 000	1 136 000	--	960 000	928 000	898 000	855 000	831 000	844 000	834 000	844 000	876 000	982 000	948 000	1 016 000	1 072 000	1 119 000	1 158 000
Reste du monde (M-[UE+US])	433 262	420 860	402 669	--	276 872	274 408	275 480	262 724	259 727	273 695	271 587	277 299	294 467	397 780	317 075	322 898	335 472	360 225	378 808

Source : SIPRI Military Expenditure Database, http://www.sipri.org/contents/milexp/millex/mex_database1.html

Tableau 3. Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2006
(en milliards de dollars, aux prix de 2005, ou à parité de pouvoir d'achat (PPA))

Taux de change du marché							Taux de change à PPA		
Rang	Pays	Dépenses militaires (milliards \$)	Population (millions)	Dépenses militaires par habitant (\$)	Part du total mondial (%)		Rang	Pays	Dépenses militaires (milliards \$)
					Dépenses militaires	Population			
1	Etats-Unis	528,7	303,9	1 739,7	45,7	4,6	1	Etats-Unis	528,7
2	Royaume Uni	59,2	60,0	809,0	5,1	0,9	2	Chine	188,2
3	France	53,1	60,9	763,0	4,6	0,9	3	Inde	114,3
4	Chine	49,5	1 331,4	31,2	4,3	20,1	4	Russie	82,8
5	Japon	43,7	128,3	329,0	3,8	1,9	5	Royaume Uni	51,4
Sous-total top 5		734,2	1 884,5		63,4	28,5	Sous-total top 5		965,4
6	Allemagne	37,0	82,7	401,0	3,2	1,3	6	France	46,6
7	Russie	34,7	141,9	147,0	3,0	2,1	7	Arabie Saoudite	36,4
8	Italie	29,9	58,2	468,0	2,6	0,9	8	Japon	35,2
9	Arabie Saoudite	29,0	25,8	1 025,0	2,5	0,4	9	Brésil	32,0
10	Inde	23,9	1 135,6	18,5	2,1	17,2	10	Allemagne	31,2
Sous-total top 10		888,7	3 328,7		76,7	50,3	Sous-total top 10		1 146,8
11	Corée du Sud	21,9	48,1	344,0	1,9	0,7	11	Corée du Sud	30,1
12	Australie	13,8	20,6	522,0	1,2	0,3	12	Iran	28,6
13	Canada	13,5	32,9	327,0	1,2	0,5	13	Italie	28,6
14	Brésil	13,4	191,3	1 430,0	1,2	2,9	14	Turquie	20,2
15	Espagne	12,3	43,6	230,0	1,1	0,7	15	Pakistan	15,6
Sous-total top 15		963,6	3 665,2		83,2	55,4	Sous-total top 15		1 269,9
Monde		1 158,0	6 615,9	175,0	100,0	100,0	..		

Italique = estimation du SIPRI.

Source : SIPRI Yearbook 2007 (adapté) et UNFPA

Tableau 4. Population, PIB et dépenses militaires des pays membres, adhérents et candidats de l'Union européenne et des États-Unis en 2006

	Population au 1 ^{er} janvier 2007	PIB en 2006 aux prix du marché, en millions d'euros, prix courants	Devise nationale		Taux de change moyen en 2006 1euro =	Dépenses militaires en 2006		
						en millions devise nationale prix courants	en millions d'euros prix courants	en % du PIB de 2006
UE27								
1 Allemagne	82 314 906	2 322 200	euro	€	1,00	30 220	30 220	1,30%
2 Autriche	8 298 923	257 897	euro	€	1,00	2 181	2 181	0,85%
3 Belgique	10 584 534	316 622	euro	€	1,00	3 542	3 542	1,12%
4 Bulgarie	7 679 290	25 100	nouveau lev	bgn	1,96	1 116	571	2,27%
5 Chypre	778 684	8 563	livre cyprite	cyp	0,98	114	116	1,35%
6 Danemark	5 447 084	220 163	couronne dan.	dkk	7,46	23 026	3 087	1,40%
7 Espagne	44 474 631	980 954	euro	€	1,00	10 243	10 243	1,04%
8 Estonie	1 342 409	13 234	couronne est.	eek	15,65	2 950	189	1,42%
9 Finlande	5 276 955	167 062	euro	€	1,00	2 274	2 274	1,36%
10 France	63 392 140	1 791 953	euro	€	1,00	43 202	43 202	2,41%
11 Grèce	11 171 740	213 985	euro	€	1,00	7 972	7 972	3,73%
12 Hongrie	10 066 158	89 901	forint hongrois	huf	264,26	277 804	1 051	1,17%
13 Irlande	4 314 634	174 705	euro	€	1,00	932	932	0,53%
14 Italie	59 131 287	1 475 401	euro	€	1,00	24 508	24 508	1,66%
15 Lettonie	2 281 305	16 180	lats letton	lvi	0,70	184	264	1,63%
16 Lituanie	3 384 879	23 721	litas lituanien	ltl	3,45	961	278	1,17%
17 Luxembourg	476 187	33 852	euro	€	1,00	263	263	0,78%
18 Malte	407 810	2 172	lire maltaise	mtl	1,00	14	14	0,64%
19 Pays-Bas	16 357 992	534 324	euro	€	1,00	7 923	7 923	1,48%
20 Pologne	38 125 479	271 530	nouv. zloty pol.	pln	3,90	20 677	5 307	1,95%
21 Portugal	10 599 095	155 167	euro	€	1,00	3 279	3 279	2,11%
22 Roumanie	21 565 119	97 718	leu roumain	ron	3,53	6 506	1 845	1,89%
23 Royaume-Uni	60 852 828	1 912 154	pounds	gbp	0,68	33 440	49 052	2,57%
24 Slovaquie	5 393 637	44 571	couronne slov.	skk	37,23	28 245	759	1,70%
25 Slovénie	2 010 377	30 454	tolar slovène	sit	239,60	120 221	502	1,65%
26 Suède	9 113 257	313 327	couronne suéd.	sek	9,25	39 823	4 303	1,37%
27 Tchéque Rép.	10 287 189	114 021	couronne tch.	czk	28,34	53 913	1 902	1,67%
Total UE27	495 128 529	11 606 934					205 779	1,77%
CANDIDATS								
28 A.R.Y. de Macédoine	2 041 941	5 046	denar	mkd	61,17	6 149	101	1,99%
29 Croatie	4 441 238	34 212	kuna	hrk	7,32	4 081	557	1,63%
30 Turquie	73 422 974	318 586	nouvelle lire turqu	try	1,81	16 451	9 094	2,85%
Total candidats	79 906 153	357 844					9 752	2,73%
-- États-Unis	301 621 157	10 508 681	dollars	\$	1,26	546 018	434 866	4,14%

Source : Eurostat, US Census et SIPRI

Tableau 5. Les 10 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels, totaux de la décennie 1997-2006
(en milliards de dollars US, aux prix et taux de change de 1990)

Offre mondiale (1997-2006)			Demande mondiale (1997-2006)		
	222,41		222,41		
1 Etats-Unis	86,43	38,9%	1 Chine	22,43	10,1%
2 Russie	49,50	22,3%	2 Inde	15,33	6,9%
3 France	19,32	8,7%	3 Taiwan	13,93	6,3%
4 Allemagne	15,95	7,2%	4 Grèce	11,86	5,3%
5 Royaume Uni	11,69	5,3%	5 Turquie	9,96	4,5%
6 Pays-Bas	5,17	2,3%	6 Corée du Sud	9,73	4,4%
7 Ukraine	4,44	2,0%	7 Emirats Arabes Unis	9,36	4,2%
8 Italie	4,38	2,0%	8 Arabie Saoudite	8,63	3,9%
9 Chine	4,04	1,8%	9 Egypte	6,79	3,1%
10 Suède	3,89	1,7%	10 Israël	6,71	3,0%
Part des 10 plus grands exportateurs	92,1%		Part des 10 plus grands importateurs	51,6%	

Source : SIPRI Arms Transfers Database, URL <<http://armstrade.sipri.org/>>

Tableau 6. Transferts des 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 50 principaux destinataires
(total de la période 1997-2006, en milliards de dollars US, aux prix et taux de change de 1990)

Exportateurs / Importateurs	Exportateurs											Total
	États-Unis	Russie	France	Allemagne	Royaume Uni	Pays-Bas	Ukraine	Italie	Chine	Suède	Autres	
1 Chine	31	20 824	532	135	202		389	15			306	22 434
2 Inde	107	11 134	511	373	434	422	347	120			1 879	15 327
3 Taiwan	9 938		3 939	44							8	13 929
4 Grèce	5 111	1 199	1 324	2 083	259	825	60	332		184	482	11 859
5 Turquie	5 849		873	2 098	174	120		173	18		654	9 959
6 Corée du Sud	7 144	432	882	709	190	193		16		2	164	9 732
7 Emirats Arabes Unis	3 220	311	4 724	143	143	488	226			16	91	9 362
8 Arabie Saoudite	5 253		1 300	8	1 797			76			199	8 633
9 Egypte	5 956	182	3	163		159	45		188		93	6 789
10 Israël	5 593		41	1 079							1	6 714
11 Japon	6 286		41	21	157			74		46	0	6 625
12 Australie	1 956		258	1 649	506			330		1 272	286	6 257
13 Royaume Uni	4 579	2	34	651		212		207		73	43	5 801
14 Pakistan	454	180	1 038	8		27	1 302	193	1 508	42	117	4 869
15 Iran		3 434		10			192		839		47	4 522
16 États-Unis			4	37	1 385		59	297		15	2 183	3 980
17 Singapour	2 891	50	52	36	7			73		291	274	3 674
18 Italie	1 923		76	617	422					13	3	3 054
19 Finlande	2 246		26	221	3	12				260	10	2 778
20 Canada	1 036		40	92	1 262			98			229	2 757
21 Algérie	149	1 374	16	3	45		392		35		544	2 558
22 Brésil	493		687	300	401	1		133		81	457	2 553
23 Chili	348		301	94	348	899		44			470	2 504
24 Espagne	1 183		196	562	282			150		3	116	2 492
25 Malaisie	423	114	40	367	723	18		487		27	260	2 459
26 Pays-Bas	1 612		59	215	40			14		12	37	1 989
27 Suisse	1 352		108	56	175					260	3	1 954
28 Thaïlande	866		4	136	34	16	2	137	51	13	574	1 833
29 Allemagne	787				143	743		8		33	28	1 742
30 Yémen		1 119	2				97				341	1 559
31 Pérou	139	265	11	24		9		697			394	1 539
32 Suède	643		0	752		3		10			118	1 526
33 Pologne	506	88		480		14		46		36	312	1 482
34 Jordanie	653			15	516	34	40		8		212	1 478
35 Vietnam		1 270		16			51				96	1 433
36 Afrique du Sud	42		73	798	249	5		78			20	1 265
37 Roumanie	194	36	11	217	415	231		6			149	1 259
38 Koweït	478	94	367	17	116			11	79		84	1 246
39 Indonésie	88	273	158	143	343	29	4		4	10	188	1 240
40 Mexique	686	178	7				59	28		36	239	1 233
41 Norvège	602		84	26	104	91		6		217	92	1 222
42 Argentine	712	1	96	310	1	23		14			15	1 172
43 Angola		248					32				807	1 099
44 Danemark	504		49	195	67	25		13		134	89	1 076
45 Myanmar		348					47	8	618		36	1 057
46 Colombie	781	108	10	34				11			108	1 052
47 Portugal	596		11		47	216		78			3	951
48 Oman	513		68	3	291	11		12	9		32	939
49 Rép. Tchèque	150	270			7		2	95		397	10	931
50 Bangladesh	62	348	12	8	45	19		30	220		168	912
Autres	2 625	5 621	1 254	1 024	358	311	1 097	308	463	445	4 105	17 611
Total	86 760	49 496	19 319	15 970	11 684	5 165	4 442	4 425	4 038	3 916	17 206	222 421

Source : SIPRI Arms Transfers Database, URL <<http://armstrade.sipri.org/>>

Tableau 7. Les 50 principaux exportateurs d'armements conventionnels
(en millions USD, aux prix et taux de change de 1990, indicateurs de tendances TIV SIPRI)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1997-2006
1 Etats-Unis	14 252	15 336	11 399	7 417	5 743	5 011	5 601	6 654	7 083	7 929	86 425
2 Russie	3 130	2 023	3 810	4 138	5 742	5 655	5 442	6 485	6 449	6 623	49 497
3 France	3 083	3 336	1 786	1 027	1 199	1 312	1 282	2 687	2 050	1 557	19 319
4 Allemagne	871	1 752	1 719	1 621	825	899	1 881	1 001	1 533	3 850	15 952
5 Royaume Uni	2 393	1 211	1 129	1 356	1 116	742	680	1 083	912	1 063	11 685
6 Pays-Bas	606	584	318	259	184	243	343	271	877	1 481	5 166
7 Ukraine	566	655	760	280	649	210	456	427	308	133	4 444
8 Italie	440	420	511	192	224	407	321	216	787	860	4 378
9 Chine	458	401	299	228	498	544	553	271	223	564	4 039
10 Suède	84	321	370	306	849	127	468	306	587	472	3 890
11 Israël	229	191	128	321	298	365	309	533	244	258	2 876
12 Espagne	638	164	30	46	7	120	158	73	116	803	2 155
13 Biélorussie	416	58	476	261	299	54	80	50	24		1 718
14 Canada	89	34	75	83	129	182	279	305	193	227	1 596
15 Suisse	66	43	82	104	120	109	139	201	166	144	1 174
16 Pologne	20	1	67	43	70	36	70	65	103	169	644
17 Ouzbékistan						73	340	170	4		587
18 Corée du Sud	60	72		8	165		114	20	39	89	567
19 Belgique	90	39	39	22	36	34	15	47	185	50	557
20 Slovaquie	54	10	151	92	73	44		79			503
21 Rép. Tchèque	22	18	54	78	89	58	64	1	40	56	480
22 Afrique du Sud	6	24	17	18	29	16	42	62	23	115	352
23 Norvège	21	3	5	3	45	91	83	79	12	2	344
24 Bulgarie	4	39	160	2	4	32	48				289
25 Danemark		1	3	19	1	6	61	173		3	267
26 Autriche	1	22	31	21	15	82	3	3	3	61	242
27 Moldavie	226			3	5				4		238
28 Singapour	86	42	10	10		2		66	3		219
29 Turquie	0	3	35	15	2	23	38	10	47	45	218
30 Kazakhstan		2	180	16	9			5			212
31 Corée du Nord	14	2	21	13	77	45	13	13			198
32 Australie	21	3			43	30	40	2	50	4	193
33 Finlande	10	23	19	9	12	18	23	21	25	31	191
34 Géorgie			29	22	22	108		7			188
35 Brésil	20	11				26		56	61	1	175
36 Pays non identifiés	26	3	2	54	22	30		4	14	18	173
37 Indonésie	8		49		16	49		25	8	8	163
38 Grèce	30	8	1		2		8	32	13	23	117
39 Koweït		99									99
40 Hongrie	24								68		92
41 Kirghizstan							92				92
42 Libye	3					11	38			24	76
43 Jordanie	6							42	15	13	76
44 Emirats Arabes Unis	32							2	25	7	66
45 Inde				16	2	0	4	22	4	11	59
46 Pakistan				3	1	9	9	7	17		46
47 Qatar	37		9								46
48 Liban						45					45
49 Egypte	5				38						43
50 Roumanie	12	2	0	3			24				41
Autres	50	2	10	8	23	14	5	27	37	22	198
Total	28 209	26 958	23 784	18 117	18 683	16 862	19 126	21 603	22 352	26 716	222 410

Source : SIPRI Arms Transfers Database, URL <<http://armstrade.sipri.org/>>

Tableau 8. Les 50 principaux importateurs d'armements conventionnels
(en millions USD, aux prix et taux de change de 1990, indicateurs de tendances TIV SIPRI)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1997-2006
1 Chine	741	292	1 684	1 874	3 234	2 636	2 068	2 853	3 791	3 261	22 434
2 Inde	1 656	747	1 054	813	915	1 659	2 928	2 476	1 387	1 692	15 327
3 Taiwan	4 936	4 066	1 725	598	434	314	116	341	775	624	13 929
4 Grèce	804	1 681	784	650	700	480	2 226	1 985	1 097	1 452	11 859
5 Turquie	1 485	2 463	1 593	1 039	402	887	585	174	845	486	9 959
6 Corée du Sud	1 048	1 404	1 547	1 266	583	336	599	1 030	627	1 292	9 732
7 Emirats Arabes Unis	686	738	398	309	182	208	734	1 348	2 320	2 439	9 362
8 Arabie Saoudite	2 804	2 518	1 226	81	59	549	159	941	148	148	8 633
9 Egypte	1 055	523	509	826	804	676	576	542	740	538	6 789
10 Israël	68	1 370	1 217	364	147	325	292	845	1 092	994	6 714
11 Japon	880	1 511	1 303	438	493	426	465	412	305	392	6 625
12 Australie	27	523	634	366	1 237	711	864	558	560	777	6 257
13 Royaume Uni	675	897	59	810	1 228	715	789	137	28	463	5 801
14 Pakistan	702	700	858	160	397	528	592	387	236	309	4 869
15 Iran	309	383	312	400	546	538	439	377	327	891	4 522
16 Etats-Unis	575	258	206	268	391	394	511	512	446	419	3 980
17 Singapour	576	740	241	612	210	235	70	384	552	54	3 674
18 Italie	544	45	20	241	262	165	516	435	129	697	3 054
19 Finlande	397	567	802	518	10	16	232	76	76	84	2 778
20 Canada	311	107	199	560	541	395	139	308	97	100	2 757
21 Algérie	35	103	411	428	554	233	197	272	152	173	2 558
22 Brésil	490	244	338	126	529	165	71	124	143	323	2 553
23 Chili	125	88	189	177	43	62	175	50	470	1 125	2 504
24 Espagne	212	69	365	332	186	246	110	271	323	378	2 492
25 Malaisie	544	44	778	40	26	139	137	81	16	654	2 459
26 Pays-Bas	137	292	301	142	185	317	172	151	121	171	1 989
27 Suisse	388	448	498	14	56	53	91	175	159	72	1 954
28 Thaïlande	853	62	173	93	121	156	153	117	58	47	1 833
29 Allemagne	61	157	150	135	152	64	50	222	222	529	1 742
30 Yémen		1	54	158	92	592	40	314	308		1 559
31 Pérou	398	53	96	24	161	5	22	47	368	365	1 539
32 Suède	200	343	231	210	171	75	63	48	63	122	1 526
33 Pologne	1	3	24	159	54	286	405	229	97	224	1 482
34 Jordanie	84	271	64	130	158	122	300	200	32	117	1 478
35 Vietnam	103	168	161	5	89	129	32	259	308	179	1 433
36 Afrique du Sud	11	2	28	16	23	4	2	2	315	862	1 265
37 Roumanie	59	65	29	23	21	24	25	288	594	131	1 259
38 Koweït	478	52	216	245	60	18	49		21	107	1 246
39 Indonésie	108	97	185	170	26	66	358	155	21	54	1 240
40 Mexique	330	46	47	218	142	79	31	247	25	68	1 233
41 Norvège	152	112	101	173	78	92	4	6	3	501	1 222
42 Argentine	135	218	347	223	2	16	12	162	4	53	1 172
43 Angola	3	201	392	125	322	24	2	8	22		1 099
44 Danemark	91	138	74	64	146	38	46	229	117	133	1 076
45 Myanmar	232	154	130	3	175	250	70	11	25	7	1 057
46 Colombie	192	153	41	62	261	163	128	11	8	33	1 052
47 Portugal	0	10	2	2	15		57	43	391	431	951
48 Oman	165	22		120	31	31	23	41	100	406	939
49 Rép. Tchèque	6	0	2	16	62	47	104	7	622	65	931
50 Bangladesh	25		184	205	190	39	9	25	27	208	912
Autres	2 315	1 811	1 799	2 087	1 784	1 129	1 283	1 690	1 641	2 072	17 611
Total	28 212	26 960	23 781	18 118	18 690	16 857	19 121	21 606	22 354	26 722	222 421

Source : SIPRI Arms Transfers Database, URL <<http://armstrade.sipri.org/>>

**Tableau 9. Livraisons effectives d'armements conventionnels dans le monde,
de 1999 à 2006**
(en millions de dollars, aux prix de 2006)

millions USD constant 2006	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1999-2006
Etats-Unis	20 678	15 182	10 504	11 276	11 733	12 336	11 955	14 008	107 672
Russie	4 446	5 041	5 471	4 083	4 772	5 917	3 224	5 800	38 754
France	5 064	2 880	2 212	1 588	2 664	5 701	2 288	400	22 797
Royaume-Uni	5 805	6 481	4 423	5 104	4 883	2 904	3 016	3 300	35 916
Chine	618	1 080	1 048	1 021	777	968	936	700	7 148
Allemagne	2 470	1 440	698	1 361	2 220	1 936	624	1 000	11 749
Italie	865	240	582	567	444	215	312	100	3 325
<i>Quatre grands européens</i>	<u>14 822</u>	<u>12 121</u>	<u>8 963</u>	<u>9 641</u>	<u>10 988</u>	<u>11 724</u>	<u>7 176</u>	<u>5 500</u>	80 935
Autres européens	3 952	3 481	3 608	3 176	4 218	1 721	2 080	1 200	23 436
Autres non-européens	1 976	1 920	2 212	2 269	1 776	2 259	1 768	500	14 680
<i>Autres</i>	<u>5 928</u>	<u>5 401</u>	<u>5 820</u>	<u>5 445</u>	<u>5 994</u>	<u>3 980</u>	<u>3 848</u>	<u>1 700</u>	38 116
TOTAL	45 874	37 745	30 758	30 445	33 487	33 957	26 203	27 008	265 477
en pourcentage du total	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	--
Etats-Unis	45,08%	40,22%	34,15%	37,04%	35,04%	36,33%	45,62%	51,87%	--
Russie	9,69%	13,36%	17,79%	13,41%	14,25%	17,42%	12,30%	21,48%	--
France	11,04%	7,63%	7,19%	5,22%	7,96%	16,79%	8,73%	1,48%	--
Royaume-Uni	12,65%	17,17%	14,38%	16,76%	14,58%	8,55%	11,51%	12,22%	--
Chine	1,35%	2,86%	3,41%	3,35%	2,32%	2,85%	3,57%	2,59%	--
Allemagne	5,38%	3,82%	2,27%	4,47%	6,63%	5,70%	2,38%	3,70%	--
Italie	1,89%	0,64%	1,89%	1,86%	1,33%	0,63%	1,19%	0,37%	--
<i>Quatre grands européens</i>	<u>32,31%</u>	<u>32,11%</u>	<u>29,14%</u>	<u>31,67%</u>	<u>32,81%</u>	<u>34,53%</u>	<u>27,39%</u>	<u>20,36%</u>	--
Autres européens	8,61%	9,22%	11,73%	10,43%	12,60%	5,07%	7,94%	4,44%	--
Autres non-européens	4,31%	5,09%	7,19%	7,45%	5,30%	6,65%	6,75%	1,85%	--
<i>Autres</i>	<u>12,92%</u>	<u>14,31%</u>	<u>18,92%</u>	<u>17,88%</u>	<u>17,90%</u>	<u>11,72%</u>	<u>14,69%</u>	<u>6,29%</u>	--
TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	--

Source : sur la base des tableaux 9A et 9B de Grimmert, 2007.

Tableau 10. Livraisons effectives d'armements conventionnels vers les pays en voie de développement, de 1999 à 2006
(en millions de dollars, aux prix de 2006)

millions USD constant 2006	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1999-2006
Etats-Unis	14 340	9 666	6 352	7 480	6 525	7 771	8 597	7 987	68 718
Russie	3 705	4 321	5 005	3 970	4 661	5 701	3 016	5 500	35 879
France	4 323	2 280	1 164	1 021	2 109	5 594	2 080	200	18 771
Royaume-Uni	5 681	5 161	3 958	3 857	4 329	2 474	2 808	3 300	31 568
Chine	494	960	815	907	777	861	936	700	6 450
Allemagne	865	600	116	340	888	861	208	800	4 678
Italie	618	120	233	227	111	108	104	0	1 521
<i>Quatre grands européens</i>	<i>11 981</i>	<i>9 121</i>	<i>6 286</i>	<i>6 352</i>	<i>8 214</i>	<i>9 898</i>	<i>6 136</i>	<i>5 000</i>	<i>62 988</i>
Autres européens	2 841	2 520	2 095	2 155	1 665	861	1 144	900	14 181
Autres non-européens	988	1 320	1 630	1 701	1 110	1 829	1 456	500	10 534
<i>Autres</i>	<i>3 829</i>	<i>3 840</i>	<i>3 725</i>	<i>3 856</i>	<i>2 775</i>	<i>2 690</i>	<i>2 600</i>	<i>1 400</i>	<i>24 715</i>
TOTAL	33 855	26 948	21 368	21 658	22 175	26 060	20 349	19 887	192 300
en pourcentage du total	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	--
Etats-Unis	42,36%	35,87%	29,73%	34,54%	29,43%	29,82%	42,25%	40,16%	--
Russie	10,94%	16,03%	23,42%	18,33%	21,02%	21,88%	14,82%	27,66%	--
France	12,77%	8,46%	5,45%	4,71%	9,51%	21,47%	10,22%	1,01%	--
Royaume-Uni	16,78%	19,15%	18,52%	17,81%	19,52%	9,49%	13,80%	16,59%	--
Chine	1,46%	3,56%	3,81%	4,19%	3,50%	3,30%	4,60%	3,52%	--
Allemagne	2,56%	2,23%	0,54%	1,57%	4,00%	3,30%	1,02%	4,02%	--
Italie	1,83%	0,45%	1,09%	1,05%	0,50%	0,41%	0,51%	0,00%	--
<i>Quatre grands européens</i>	<i>35,39%</i>	<i>33,85%</i>	<i>29,42%</i>	<i>29,33%</i>	<i>37,04%</i>	<i>37,98%</i>	<i>30,15%</i>	<i>25,14%</i>	<i>--</i>
Autres européens	8,39%	9,35%	9,80%	9,95%	7,51%	3,30%	5,62%	4,53%	--
Autres non-européens	2,92%	4,90%	7,63%	7,85%	5,01%	7,02%	7,16%	2,51%	--
<i>Autres</i>	<i>11,31%</i>	<i>14,25%</i>	<i>17,43%</i>	<i>17,80%</i>	<i>12,51%</i>	<i>10,32%</i>	<i>12,78%</i>	<i>7,04%</i>	<i>--</i>
TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	--
Livraisons aux pays en voie de développement en % des livraisons totales	73,80%	71,39%	69,47%	71,14%	66,22%	76,74%	77,66%	73,63%	--

Source : sur la base des tableaux 2A et 2B de Grimmert, 2007.

Tableau 11. Dépenses militaires, aide au développement et dette des pays pauvres (1)

	Aide publique au développement nette recue		Aide publique au développement nette versée		Entrées nettes d'IDE		Dépenses militaires		Service de la dette		Croissance annuelle du PIB par habitant 1990-2005
	En % du PIB		En % du RNB		En % du RNB		En % du PIB		En % du PIB		
	1990	2005	1990	2005	1990	2005	1990	2005	1990	2005	
Pays en voie de développement	1,4	0,9	-	-	0,9	2,7	-	-	4,4	4,6	3,1
<i>dont :</i>											
Pays les moins avancés	11,8	9,3	-	-	0,3	2,6	-	-	3,0	2,3	1,8
Etats arabes	2,9	3,0	-	-	-	-	-	-	-	-	2,3
Asie de l'Est et Pacifique	0,8	0,2	-	-	-	-	-	-	-	-	5,8
Amérique latine et Caraïbes	0,5	0,3	-	-	0,8	2,9	-	-	4,0	6,6	1,2
Asie du Sud	1,2	0,8	-	-	-	0,8	-	-	2,3	2,6	3,4
Afrique subsaharienne	5,7	5,1	-	-	0,3	3,8	-	-	-	-	0,5
CAD (moyenne)	-	-	0,33	0,33	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont :</i>											
Norvège	-	-	1,17	0,94	-	-	2,9	1,7	-	-	2,7
Australie	-	-	0,34	0,25	-	-	2,0	1,8	-	-	2,5
Canada	-	-	0,44	0,34	-	-	2,0	1,1	-	-	2,2
Irlande	-	-	0,16	0,42	-	-	1,3	0,6	-	-	6,2
Suède	-	-	0,91	0,94	-	-	2,6	1,5	-	-	2,1
Suisse	-	-	0,32	0,44	-	-	1,8	1,0	-	-	0,6
Japon	-	-	0,31	0,28	-	-	0,9	1,0	-	-	0,8
Pays-Bas	-	-	0,92	0,82	-	-	2,5	1,5	-	-	1,9
France	-	-	0,60	0,47	-	-	3,4	2,5	-	-	1,6
Finlande	-	-	0,65	0,46	-	-	1,6	1,4	-	-	2,5
Etats-Unis	-	-	0,21	0,22	-	-	5,3	4,1	-	-	2,1
Espagne	-	-	0,20	0,27	-	-	1,8	1,1	-	-	2,5
Danemark	-	-	0,94	0,81	-	-	2,0	1,8	-	-	1,9
Autriche	-	-	0,11	0,52	-	-	1,2	0,9	-	-	1,9
Royaume Uni	-	-	0,27	0,47	-	-	3,9	2,7	-	-	2,5
Belgique	-	-	0,46	0,53	-	-	2,4	1,1	-	-	1,7
Luxembourg	-	-	0,21	0,82	-	-	0,9	0,8	-	-	3,3
Nouvelle-Zélande	-	-	0,23	0,27	-	-	1,9	1,0	-	-	2,1
Italie	-	-	0,31	0,29	-	-	2,1	1,9	-	-	1,3
Allemagne	-	-	0,42	0,36	-	-	2,8	1,4	-	-	1,4
Grèce	-	-	-	0,17	-	-	4,5	4,1	-	-	2,5
Portugal	-	-	0,24	0,21	-	-	2,7	2,3	-	-	2,1

Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2007

Tableau 12. Dépenses militaires, aide au développement et dette des pays pauvres (2)

Revenu	RNB	Nombre de pays	Population	Dépenses militaires		Aide publique au développe- ment versée	Dette
	<i>dollars</i>			<i>millions</i>	< ----- milliards de dollars ----- >		
	2000			2001	2001	2003		2001	2001
Faible	< 756	58	2 505	33	36	0,0	533
Intermédiaire (Bas)	756-2995	41	2 164	76	91	0,0	918
Intermédiaire (Haut)	2996-9265	27	504	80	80	0,6	882
Élevé	>9265	32	957	555	672	52,9	--
Total		158	6 130	744	879	53,5	--

Source : Banque mondiale, cité par le SIPRI Yearbook 2004



GRIP
GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Fondé en 1979 à Bruxelles, le GRIP est un institut de recherche indépendant qui étudie les questions de défense, de sécurité et de désarmement. Par ses travaux, le GRIP veut contribuer à une meilleure compréhension de ces problématiques dans la perspective d'une amélioration de la sécurité internationale en Europe et dans le monde.

Adresse: rue de la Consolation, 70
B -1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site web: <http://www.grip.org>

(bureaux ouverts du lundi
au vendredi de 8h30 à 13h et
de 13h30 à 17h)

Directeur: Bernard Adam

Coordination: Bernard Adam,
Luc Mampaey, Caroline Pailhe,
Marc Schmitz, Xavier Zeebroek

Recherche: Bernard Adam, Holger
Anders, Georges Berghezan,
Ilhan Berkol, Claudio Gramizzi,
Luc Mampaey, Pierre Martinot,
Caroline Pailhe, Cédric Poitevin,
Federico Santopinto, Pamphile
Sebahara, Marc Schmitz, Xavier
Zeebroek

Secrétariat et administration:
Dominique Debroux, Deyanira
Martinez, Chantal Schamp

Centre de documentation:
Alain Reisenfeld

Édition, relations publiques:
Denys Detandt, Danièle Fayer-
Stern, Sabine Fiévet, Marc
Schmitz

Informatique: Pascal Derycke,
Luc Mampaey

Conseil d'administration:
Bernard Adam (administrateur
délégué), Rik Coolsaet, Laurent
Dumont, Jean-Paul Marthoz,
Carl Vandoorne, Guy Vaerman.

LES PUBLICATIONS DU GRIP

Depuis sa fondation, le GRIP est surtout connu pour son travail d'édition. Au fil du temps, les publications ont changé, tant au niveau du contenu, de la présentation que de la périodicité. Depuis l'automne 1997, elles se présentent sous trois formes :

1. Les Nouvelles du GRIP

Une lettre d'information trimestrielle de 8 pages : regard sur les grands dossiers du moment, nouvelles insolites, aperçu des activités du centre, etc.

Cette lettre est envoyée d'office à tous les **membres du GRIP** en règle de **cotisation** de même qu'aux abonnés aux « Livres du GRIP ».

2. Les Livres du GRIP

Chaque année, le GRIP publie 5 ouvrages en collaboration avec les éditions Complexe, abordant les questions internationales dans les domaines de la géostratégie, de la défense et de la sécurité internationale.

Ces 5 ouvrages font partie de l'abonnement aux « Livres du GRIP » ; ils sont également disponibles en librairie et au GRIP.

3. Les Rapports du GRIP

Cette nouvelle collection (format A4, sans périodicité) valorise des travaux de recherche réalisés pour la plupart au GRIP.

Ces rapports sont envoyés d'office à tous ceux qui souscrivent un abonnement de soutien ; ils peuvent aussi être commandés au GRIP.

Tarifs 2007

	Belgique	Autres Europe	Autres Monde
1. Cotisation			
<i>Abonnement aux « Nouvelles du GRIP »</i>	15 euros	16 euros	18 euros
2. Les Livres du GRIP			
<i>Abonnement annuel aux 5 livres¹ et aux « Nouvelles du GRIP »</i>	80 euros	90 euros	95 euros
3. Abonnement complet²			
<i>Abonnement à toutes les publications (Rapports inclus)</i>	135 euros	150 euros	160 euros
4. Abonnement de soutien	250 euros	250 euros	250 euros

1. L'abonnement couvre 5 livres (équivalant à 10 numéros), plus le trimestriel « Les Nouvelles du GRIP ».

2. L'abonnement annuel complet inclut la collection des Rapports (non périodiques), avec en moyenne six parutions par année.

Vous souhaitez vous abonner ?

Vous pouvez le faire par téléphone (02/241.84.20), par fax (02/245.19.33), par courriel (publications@grip.org) ou en nous envoyant votre demande d'abonnement, accompagnée de votre paiement, au GRIP, rue de la Consolation, 70 B -1030 Bruxelles.

Modes de paiement: **Belgique** (virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement) / **France** (chèque barré; mandat postal international) / **Luxembourg** (soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP) / **Autres pays** (virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international) / **Autre moyen de paiement** (carte de crédit - VISA, Eurocard, Mastercard - Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.

LES RAPPORTS DU GRIP

- 1/01 **Le micro-désarmement - Le désarmement concret en armes légères et ses mesures associées**, Michel Wéry avec la contribution de Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 64p., 13 euros.
- 2/01 **Le réarmement de la Sierra Leone - Un an après l'accord de paix de Lomé**, Eric G. Berman, une étude de Small Arms Survey, 42p., 8,50 euros.
- 3/01 **La disponibilité des armes à feu - Quel impact sur la sécurité et la santé publique ?**, collectif, 40p., 8,50 euros.
- 4/01 **La conférence des Nations unies de juillet 2001 sur les armes légères - Analyse du processus et de ses résultats**, Ilhan Berkol, 58p., 11 euros.
- 5/01 **L'ONU face au terrorisme**, Sandrine Santo, 38p., 8,50 euros.
- 1/02 **La Chine et la nouvelle Asie centrale - De l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après-11 septembre**, Thierry Kellner, 40p., 8,50 euros.
- 2/02 **L'Union européenne et la prévention des conflits - Concepts et instruments d'un nouvel acteur**, Félix Nkundabagenzi, Caroline Pailhe et Valérie Peclow, 72p., 13 euros.
- 3/02 **L'Inde et le Pakistan - Forces militaires et nucléaires en présence**, Françoise Donnay, 40 p., 8,50 euros.
- 4/02 **Les exportations d'armes de la Belgique**, Bernard Adam, Sarah Bayés, Georges Berghezan, Ilhan Berkol, Françoise Donnay, Luc Mampaey et Michel Wéry, 72 p., 13 euros.
- 1/03 **Les relations arméno-turques - La porte close de l'Orient**, Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian, 32p., 7 euros.
- 2/03 **La crise ivoirienne - De la tentative du coup d'Etat à la nomination du gouvernement de réconciliation nationale**, Claudio Gramizzi et Matthieu Damián, 45p., 9 euros.
- 3/03 **Enfants soldats, armes légères et conflits en Afrique - Les actions de la coopération au développement de l'Union européenne et de la Belgique**, Claudio Gramizzi, Félix Nkundabagenzi, Sophie Nolet et Federico Santopinto, 44p.
- 4/03 **Questions juridiques sur la régionalisation des licences d'armes**, Nicolas Crutzen, 28p., 7 euros.
- 1/04 **Le contrôle du courtage des armes - Prochaines étapes pour les Etats membres de l'UE**, Holger Anders, 34p., 7 euros.
- 2/04 **Bilan d'un an de guerre en Irak - Analyse des coûts et des éléments déclenchants**, Caroline Pailhe avec la collaboration de Valérie Peclow et Federico Santopinto, 52p., 9 euros.
- 3/04 **L'Union européenne et le renseignement - Perspectives de coopération entre les Etats membres**, Thierry Coosemans, 52p., 9 euros.
- 4/04 **Marquage, enregistrement, traçage des armes légères et de petit calibre: projet de convention**, Ilhan Berkol, 44p., 8,5 euros.
- 5/04 **Qui arme les Maï-Maï? - Enquête sur une situation originale**, Charles Nasibu Bilali, 26p., 7 euros.
- 1/05 **RDC - Ressources naturelles et transferts d'armes**, Anne Renauld, 33p., 7euros.
- 2/05 **Iran - Regard vers l'Est : la politique asiatique de la république islamique**, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, 35p., 7 euros.
- 3/05 **Burundi - Armes légères et violence armée: quel impact sur les femmes**, Edward B. Rackley, 27p., 7 euros.
- 4/05 **Afrique de l'Ouest: Vers une Convention sur les armes légères**, Albert Chaïbou et Sadou Yattara, 20p., 6 euros.
- 5/05 **Afrique de l'Ouest: L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères**, Hélène N.V. Cissé, 22p., 6 euros.
- 6/05 **Afrique centrale : l'harmonisation des législations nationales sur les armes légères**, Pierre Huybrechts et Ilhan Berkol, 105p., 15 euros.
- 7/05 **Guerres et déficits - Les deux piliers de l'économie des Etats-Unis**, Luc Mampaey, 31p., 7 euros.
- 8/05 **Le régime nucléaire - Les efforts de la communauté internationale en matière de désarmement et de non-prolifération**, Céline Francis, 40p., 8 euros.
- 1/06 **Trafics d'armes - Enquête dans la plaine de la Ruzizi (RDC-Burundi)**, Jacques Ntibarikure, avec la collaboration de Charles Nasibu Bilali, Nicolas Florquin et Georges Berghezan, 32 p., 7 euros.
- 2/06 **La Conférence internationale sur l'Afrique des Grands Lacs - Enjeux et impact sur la paix et le développement en RDC**, Pamphile Sebahara, 28 p., 7 euros.
- 3/06 **RD Congo - Acquis et défis du processus électoral**, Pamphile Sebahara, 21 p., 6 euros.
- 4/06 **Trafics d'armes - Enquête de terrain au Kivu (RDC)**, coordination Georges Berghezan, 46 p., 8,50 euros.
- 5/06 **Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels - Compendium 2006**, Luc Mampaey, 33p., 7,50 euros.
- 1/07 **Agenda humanitaire à l'horizon 2015 - Principes, pouvoir et perceptions**, collectif, 54p., 9 euros.
- 2/07 **La Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre - Analyse et recommandations pour un plan d'action**, Ilhan Berkol, 55p., 9 euros.
- 3/07 **Afrique de l'Ouest - L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères - Burkina Faso**, Luz Marius Ibriga et Salamane Yameogo, 24p., 6 euros.
- 4/07 **Radiographie de l'industrie d'armements en Belgique**, Clément Dumas et Luc Mampaey, 44p., 8 euros.
- 5/07 **Le traité de Lisbonne et l'action extérieure de l'Union européenne**, Federico Santopinto, 25p., 6 euros.
- 6/07 **La gestion administrative des armes en Belgique : documents d'exportation, importation, transit et détention**, Pierre Martinot, 35p., 8 euros.
- 7/07 **Dépenses militaires et transferts internationaux d'armements conventionnels - Compendium 2008**, Luc Mampaey, 38p., 8 euros.